

N° 67-202-X au catalogue

Bilan des investissements internationaux du Canada



Premier trimestre 2008



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 67-202-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique « Publications » > « Publications Internet gratuites ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de la balance des paiements

Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre 2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2008

N° 67-202-X au catalogue, vol. 6, n° 1

ISSN 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 67-202-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été préparé par Christian Lajule, Komal Bobal, John Foley et Patrick O'Hagan.

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de « Système de comptabilité nationale ». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de « Système de comptabilité nationale ».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de « Comptes nationaux » (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Guide des tableaux

Tableau explicatif A Guide des tableaux

	Actif			Passif		
	Trimestriel		Annuel	Trimestriel		Annuel
	2003 à 2008	1995 à 2008	1995 à 2007	2002 à 2007	1995 à 2008	1995 à 2007
	numéro de tableau					
Total						
Tous les pays	1			1		
Région géographique		21-1 et 22-1	23-1 à 27-1		21-2 et 22-2	23-2 à 27-2
Investissements directs						
Région géographique			2			10
Industrie			3			11
Bénéfices		4-1	4-2		12-1	12-2
Investissements de portefeuille						
Obligations						
Secteur					14 et 19	
Région géographique			5		13	
Actions						
Secteur					19-10	
Région géographique			6			15
Marché monétaire						
Secteur					19	17
Région géographique			7		16	
Autres investissements						
Réserves officielles			8			
Autres instruments			9			18
Emprunts, dépôts, autres secteur					19	
Dettes extérieures brutes par secteur				20		

Note(s) : Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Tableau explicatif B
Correspondance avec les tableaux CANSIM

Titre de tableaux (CANSIM)	Numéro de tableau CANSIM		Numéro de tableaux catalogue #67-202	
	Annuel	Trimestriel	Annuel	Trimestriel
Bilan des investissements internationaux		376-0055	1	
Bilan des investissements internationaux par région	376-0037		23 to 27	
Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur	376-0040	376-0056		19
Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur	376-0041	376-0057		14
Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien par secteur	376-0039			
Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique	376-0063	376-0042, 376-0058*		
Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur		376-0059		20
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C)	376-0038		3,11	
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays	376-0051		2,10	
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C)	376-0053			
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région	376-0052			
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi	376-0054			

* mensuel

Table des matières

Faits saillants	9
Analyse — Premier trimestre 2008	10
Hausse du bilan net des investissements directs du Canada	10
Fortes hausses des actifs et des passifs de portefeuille	11
Variations importantes d'autres catégories d'investissements	12
Peu de variation de l'endettement international net à l'égard des placements de portefeuille à la valeur du marché	12
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays	19
1-1 2007 à 2008	19
1-2 2005 à 2006	20
1-3 2003 à 2004	21
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	22
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	22
4 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger	23
4-1 Trimestriel	23
4-2 Annuel	24
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	24
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	25
7 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique	25
8 Réserves officielles internationales du Canada	26
9 Autres actifs	26
10 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	27
11 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	27
12 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada	28
12-1 Trimestriel	28
12-2 Annuel	29

Table des matières – suite

13	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	30
14	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché	31
14-1	Gouvernements	31
14-2	Entreprises publiques	32
14-3	Autres secteurs	33
15	Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	34
16	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	35
17	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	36
18	Autres passifs	36
19	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada	37
19-1	Administration publique fédérale	37
19-2	Administrations publiques provinciales	38
19-3	Administrations publiques municipales	39
19-4	Administrations publiques	40
19-5	Entreprises publiques fédérales	41
19-6	Entreprises publiques provinciales	42
19-7	Entreprises publiques municipales	43
19-8	Entreprises publiques	44
19-9	Administrations et entreprises publiques	45
19-10	Sociétés	46
19-11	Total, tous les secteurs	47
20	Dette extérieure brute, position	48
20-1	Total, tous les secteurs	48
20-2	Administrations publiques	49
20-3	Autorités monétaires	50
20-4	Banques	51
20-5	Autres secteurs	52
21	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis	53
21-1	Actif	53
21-2	Passif	55
22	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis	57
22-1	Actif	57
22-2	Passif	59

Table des matières – suite

23	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni	60
23-1	Actif	60
23-2	Passif	61
24	Bilan des investissements internationaux avec le Japon	61
24-1	Actif	61
24-2	Passif	62
25	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne	62
25-1	Actif	62
25-2	Passif	63
26	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE	63
26-1	Actif	63
26-2	Passif	64
27	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays	64
27-1	Actif	64
27-2	Passif	65

Qualité des données, concepts et méthodologie

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	66
Notes statistiques	68
Renvois	81

Appendice

I	Glossaire	89
II	Tableaux de références	97

Graphiques

1.	Bilan des investissements internationaux du Canada	10
2.	Position d'investissement direct	11

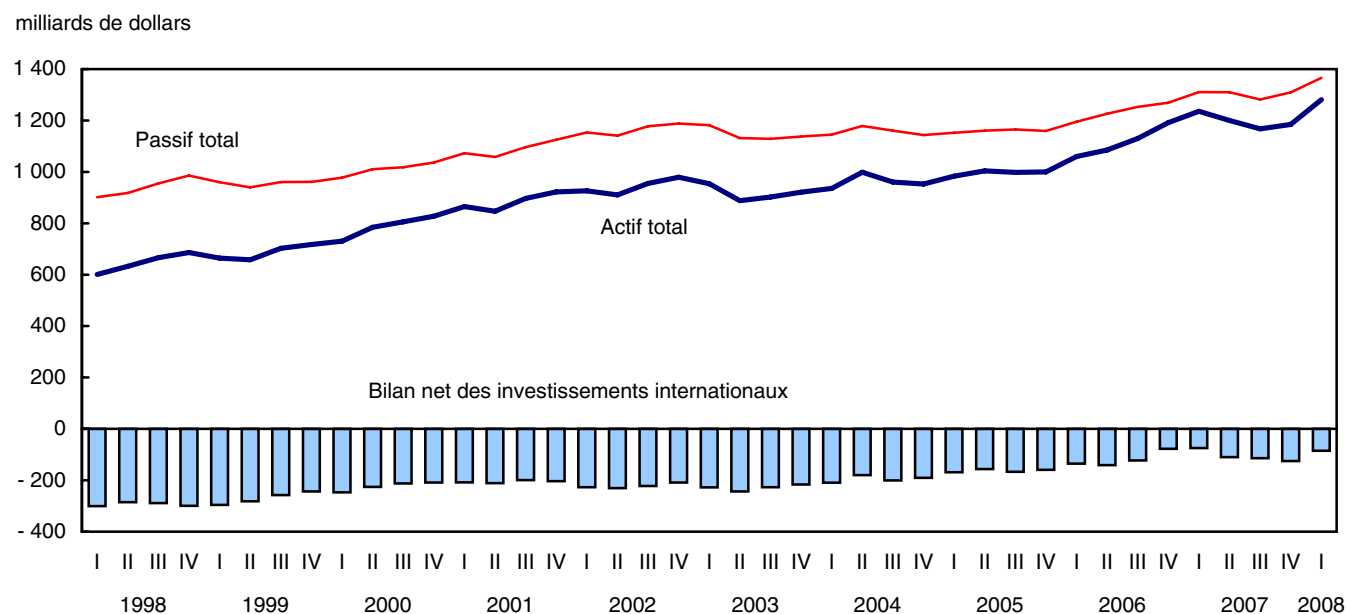
Faits saillants

- Le bilan net des investissements internationaux du Canada s'est amélioré au premier trimestre de 2008, en raison de la reprise des investissements directs canadiens à l'étranger ainsi que de l'effet de la dépréciation de la devise nationale sur les avoirs canadiens en titres étrangers.

Analyse — Premier trimestre 2008

Le bilan net des investissements internationaux du Canada s'est amélioré au premier trimestre de 2008, principalement en raison de la reprise des investissements directs canadiens à l'étranger et de l'effet de la dépréciation de la devise nationale (surtout par rapport aux devises autres que le dollar américain) sur les avoirs canadiens en titres étrangers.

Graphique 1
Bilan des investissements internationaux du Canada



Les hausses des actifs internationaux du Canada étaient deux fois plus élevées que celles de ses passifs internationaux. Les actifs internationaux du Canada sont passés à 1 280,9 milliards de dollars, en hausse de 96,5 milliards de dollars par rapport à la fin de l'année 2007. Par ailleurs, les avoirs étrangers en titres canadiens ont augmenté de façon plus modérée, soit de 56,7 milliards de dollars, pour atteindre 1 366,1 milliards de dollars.

Par conséquent, la dette extérieure nette a diminué considérablement pour s'établir à 85,2 milliards de dollars, soit 5,4 % du produit intérieur brut du Canada, en forte baisse par rapport à la proportion de 8,0 % enregistrée au quatrième trimestre de 2007.

Hausse du bilan net des investissements directs du Canada

Les investissements directs à l'étranger par des entreprises canadiennes ont augmenté de 36,9 milliards de dollars pour se chiffrer à 551,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2008. Cette hausse de 7,2 % était répartie presque équitablement entre les opérations et l'effet de la dépréciation du dollar canadien. Les investisseurs directs canadiens ont fait d'importantes acquisitions d'entreprises étrangères, en plus d'injecter des sommes appréciables dans les sociétés affiliées étrangères existantes au cours du trimestre. Par ailleurs, les investissements directs étrangers au Canada ont affiché une croissance plus modeste (+9,7 milliards de dollars), l'activité observée au cours du quatrième trimestre de 2007 ne s'étant pas poursuivie.

Note aux lecteurs

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de l'actif et du passif du pays vis-à-vis le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre l'actif et le passif étranger. Le Canada est un pays débiteur net, ce qui se traduit par le fait que le passif du pays envers les non-résidents est plus élevé que son actif. Cet excédent du passif international du Canada est appelé passif international net du Canada ou dette nette extérieure du Canada.

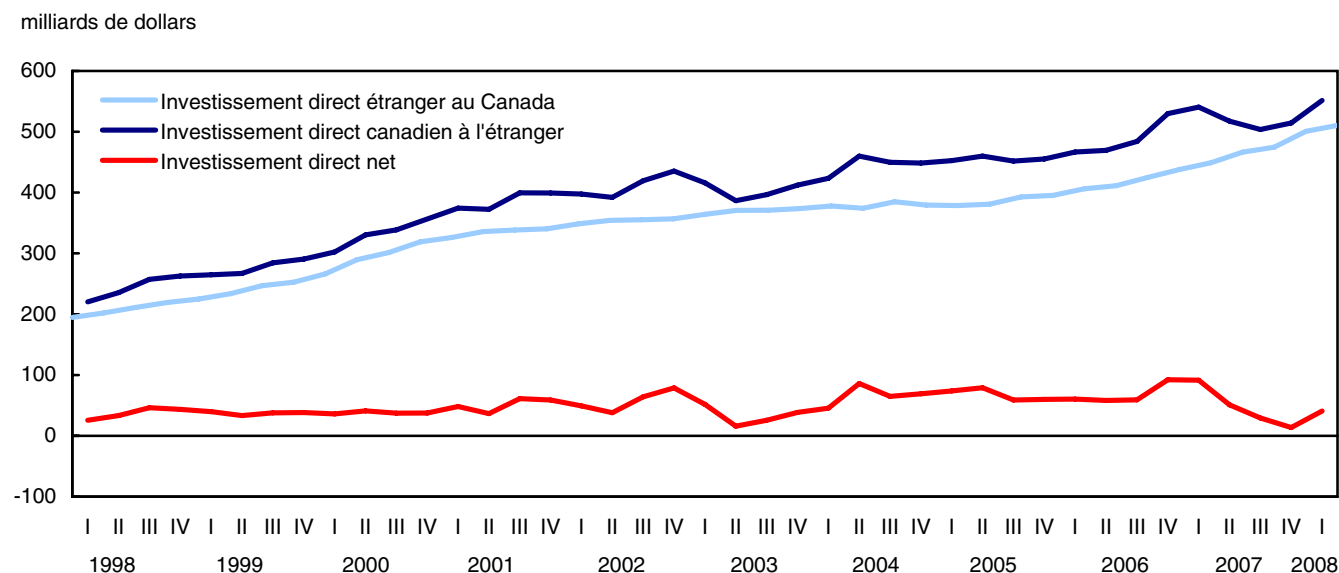
Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié du passif international du Canada est exprimée en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar canadien perd de la valeur.

Les flux des investissements directs étrangers au Canada ont considérablement ralenti par rapport au rythme alimenté par les acquisitions observé aux trimestres précédents, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger ont continué de prendre de l'ampleur. Pour ces raisons, en plus de la dépréciation du dollar canadien, on a observé la première croissance du bilan net des investissements directs (la différence entre les investissements directs à l'étranger et les investissements directs au Canada) depuis la fin de l'année 2006.

Graphique 2
Position d'investissement direct



Fortes hausses des actifs et des passifs de portefeuille

Il y a eu une forte hausse des actifs de placements de portefeuille canadiens à l'étranger, lesquels ont atteint 379,6 milliards de dollars à la fin du premier trimestre de 2008. Les opérations sur des valeurs étrangères étaient en légère hausse au premier trimestre de 2008 (+3,3 milliards de dollars), mais la dépréciation du dollar canadien a ajouté 21,3 milliards de dollars au bilan. Les investissements dans les actions étrangères ont enregistré les hausses les plus marquées, le trimestre s'étant terminé en se chiffrant à 227,4 milliards de dollars.

Le passif du portefeuille international du Canada a affiché l'augmentation la plus forte notée en plus de six ans. Cette hausse était attribuable à la valeur de 9,7 milliards de dollars des opérations et à l'affaiblissement du dollar canadien, lequel a ajouté 11,5 milliards de dollars aux obligations canadiennes émises en devises étrangères. À la fin du trimestre, les titres de portefeuille canadiens détenus par des non-résidents s'établissaient à 506,9 milliards de dollars, en hausse de 20,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Variations importantes d'autres catégories d'investissements

D'autres actifs intérieurs ont monté en flèche, principalement en raison des opérations de dépôts et de la dépréciation de la devise. Les actifs-dépôts du Canada à l'étranger ont été en hausse de 12,6 % pendant le trimestre. D'autres passifs intérieurs se sont également redressés pendant le trimestre, aiguillonnés par la forte hausse des dépôts au Canada par des non-résidents.

Peu de variation de l'endettement international net à l'égard des placements de portefeuille à la valeur du marché

Le bilan global des investissements internationaux du Canada peut également être calculé à partir des actifs et des passifs en titres échangeables évalués aux prix du marché. Bien qu'elle ait légèrement augmenté pendant le premier trimestre de 2008, la dette étrangère nette était beaucoup plus faible selon cette mesure, s'étant chiffrée à 22,2 milliards de dollars. Cet écart reflétait la composition divergente des actifs et des passifs du portefeuille international. Une partie beaucoup plus grande des avoirs canadiens en titres étrangers est investie dans des actions, ce qui donne lieu à des augmentations plus marquées lorsque les chiffres sont déclarés selon la valeur du marché.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

11-010-X	L'observateur économique canadien
13-010-X	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
13-214-X	Comptes du bilan national, estimations trimestrielles
13-605-X	Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens
67-001-X	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-X	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-X	Le commerce international de services du Canada
67-506-X	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits
67F0001M	Division de la balance des paiements - Documents de recherche

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

11-621-M2004013	Les acquisitions transfrontalières : une perspective canadienne
67F0001M1997001	Investissements étrangers, autres que les sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001M1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001M1997003	Les caractéristiques des firmes canadiennes importatrices, 1978 à 1986
67F0001M1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001M1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents : perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001M1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada, 1950 à 1992
67F0001M1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001M1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger : l'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001M1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993

67F0001M1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001M1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001M1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001M1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services - cinquième édition : le coup d'envoi
67F0001M1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001M1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001M1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001M1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001M1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001M1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers
67F0001M2001020	L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie
67F0001M2001021	Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger : mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

376-0001	Balance des paiements internationaux, compte courant
376-0002	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier
376-0003	Balance des paiements internationaux, compte courant
376-0004	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier
376-0005	Balance des paiements internationaux, compte courant, désaisonnalisé
376-0006	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens
376-0007	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens
376-0008	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes
376-0009	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions
376-0010	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes
376-0011	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions

376-0012	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur
376-0013	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur
376-0014	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par industrie et catégorie de transactions
376-0015	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par catégorie de transactions
376-0016	Balance des paiements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, acquisitions, ventes et autres flux
376-0017	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada
376-0018	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur
376-0020	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur
376-0021	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0022	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0023	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, avec les non-résidents, par catégorie
376-0024	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0025	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0026	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille avec les non-résidents en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie
376-0027	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0028	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0029	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie
376-0031	Transactions internationales de services, voyages par catégorie et zone géographique
376-0032	Les transactions internationales de services, transports par catégorie

376-0033	Les transactions internationales de services, services commerciaux par catégorie
376-0035	Transactions internationales de services, par catégorie
376-0036	Transactions internationales de services, par certains pays
376-0037	Bilan des investissements internationaux
376-0038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie
376-0039	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien
376-0040	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
376-0041	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur
376-0042	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique
376-0051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays
376-0052	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie et pays
376-0054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi
376-0055	Bilan des investissements internationaux
376-0056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
376-0057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, selon le valeur comptable et valeur au marché
376-0058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique
376-0059	Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur
376-0060	Statistiques sur le commerce de sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

376-0061	Statistiques sur le commerce de sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon les pays
376-0062	Les transactions internationales de services, services commerciaux, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0063	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1534	Balance des paiements internationaux du Canada
1536	Les transactions internationales de services du Canada
1537	Bilan des investissements internationaux du Canada

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Canada : Données économiques et financières*
- *Balance des paiements internationaux du Canada*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Bilan des investissements internationaux du Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2007 à 2008

	V No. (A)	V No. (T)	2007				2008
			I	II	III	IV	I
millions de dollars							
Actif :							
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	540 577	517 368	503 809	514 540	551 417
Investissements de portefeuille :							
Obligations étrangères	v235398	v20862968	140 873	148 068	139 472	136 701	144 493
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	151 786	156 774	152 468	154 500	169 435
Actions étrangères	v235399	v20862971	230 327	214 783	206 090	210 064	227 418
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	598 849	594 726	566 848	556 952	525 567
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	20 128	19 774	8 997	7 511	7 639
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	20 195	19 825	9 044	7 548	7 673
Total	v235423	v20862965	391 327	382 625	354 558	354 277	379 550
Autres investissements :							
Prêts ³	v235406	v20862977	77 973	73 426	77 953	76 122	85 107
Provisions ⁴	v235397	v20862980	0	0	0	0	0
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	136 195	140 711	150 377	156 890	176 584
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	45 507	42 534	40 887	40 593	43 589
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	45 386	41 991	40 769	40 724	44 198
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	44 470	43 511	40 014	41 960	44 639
Total	v235424	v20862974	304 146	300 182	309 230	315 565	349 918
Total de l'actif :							
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 236 050	1 200 176	1 167 598	1 184 382	1 280 885
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 615 431	1 588 332	1 541 282	1 549 236	1 604 620
Passif :							
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	449 134	466 487	474 597	500 851	510 581
Investissements de portefeuille :							
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	413 028	390 643	376 815	382 080	404 109
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	434 159	401 548	391 892	397 381	428 630
Actions canadiennes	v235414	v20863004	96 804	96 485	93 351	82 658	84 045
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	351 297	370 175	366 767	327 812	320 085
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	23 730	24 089	22 383	21 999	18 742
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	23 952	24 279	22 598	22 211	18 911
Total	v235425	v20862998	533 562	511 217	492 549	486 738	506 896
Autres investissements :							
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	55 690	55 020	48 916	52 971	53 724
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	247 012	251 668	239 184	243 525	269 189
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	25 353	25 581	26 504	25 307	25 697
Total	v235426	v20863010	328 055	332 269	314 604	321 804	348 609
Total du passif :							
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 310 750	1 309 973	1 281 751	1 309 392	1 366 086
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 586 597	1 594 758	1 570 458	1 570 059	1 626 816
Bilan net des investissements internationaux du Canada :							
À valeur comptable	v235422	v20863022	-74 701	-109 797	-114 153	-125 010	-85 201
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			28 834	-6 426	-29 176	-20 823	-22 196

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2005 à 2006

	V No. (A)	V No. (T)	2005				2006			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	452 524	460 100	451 722	455 211	466 767	469 403	484 084	529 969
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	64 791	70 487	76 155	82 401	92 390	101 098	109 466	124 368
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	69 265	77 386	82 167	88 870	97 823	105 956	118 235	134 028
Actions étrangères	v235399	v20862971	197 482	199 424	194 223	197 175	204 886	206 422	210 669	227 886
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	390 570	406 626	423 055	445 690	488 274	475 646	509 537	583 600
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	11 017	12 218	12 516	13 055	14 122	12 916	17 870	19 966
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	11 040	12 243	12 541	13 108	14 166	12 964	17 942	20 062
Total	v235423	v20862965	273 291	282 129	282 893	292 631	311 397	320 436	338 006	372 220
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	52 729	50 718	49 421	46 119	60 585	63 854	71 663	72 366
Provisions ⁴	v235397	v20862980	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	119 304	124 085	131 571	120 813	135 003	147 445	151 519	131 420
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	43 072	41 769	38 459	38 030	42 149	40 301	40 131	40 959
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	43 848	42 793	39 074	38 400	42 088	40 089	40 256	40 862
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	42 588	45 095	43 902	46 980	43 987	43 754	44 675	44 977
Total	v235424	v20862974	257 693	261 667	263 354	251 941	281 725	295 353	307 988	289 722
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	983 508	1 003 895	997 970	999 784	1 059 889	1 085 193	1 130 077	1 191 911
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 181 868	1 219 046	1 233 453	1 255 191	1 348 693	1 359 111	1 437 911	1 557 284
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	378 599	380 946	392 865	395 238	406 334	411 216	424 895	437 801
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	403 599	404 247	387 587	384 150	385 276	376 714	381 250	408 055
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	433 431	443 248	420 649	410 940	405 835	389 129	404 687	432 318
Actions canadiennes	v235414	v20863004	100 264	96 519	96 502	93 540	100 056	107 165	110 597	96 994
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	253 782	249 148	276 741	273 256	314 761	324 615	340 552	344 958
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	18 628	19 710	17 686	20 783	22 868	27 059	25 931	24 515
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	18 695	19 832	17 791	20 899	22 997	27 242	26 136	24 717
Total	v235425	v20862998	522 492	520 476	501 776	498 473	508 201	510 939	517 778	529 563
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	53 472	54 802	48 369	42 711	44 707	47 841	52 985	52 600
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	175 242	181 229	198 802	201 025	213 699	234 571	235 692	226 781
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 281	22 785	23 170	21 798	22 240	21 811	21 719	22 468
Total	v235426	v20863010	250 995	258 816	270 341	265 534	280 645	304 223	310 396	301 850
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 152 086	1 160 238	1 164 982	1 159 245	1 195 180	1 226 377	1 253 068	1 269 214
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 335 502	1 351 990	1 378 387	1 365 867	1 430 572	1 456 425	1 506 666	1 541 644
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-168 577	-156 343	-167 012	-159 461	-135 291	-141 185	-122 991	-77 303
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-153 634	-132 944	-144 934	-110 676	-81 879	-97 314	-68 755	15 640

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-3
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2003 à 2004

	V No. (A)	V No. (T)	2003				2004			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	415 869	386 545	396 658	412 217	423 484	460 105	449 696	448 546
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	45 919	45 194	45 204	45 809	49 012	52 812	53 387	58 560
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	48 587	48 949	48 506	48 935	53 632	55 949	57 812	62 935
Actions étrangères	v235399	v20862971	202 552	190 811	196 006	197 025	200 759	205 168	197 047	195 773
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	283 035	303 232	326 499	357 717	371 964	383 425	360 797	384 448
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	9 664	8 535	10 552	10 953	12 268	11 359	11 398	11 079
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	9 680	8 546	10 567	10 977	12 286	11 373	11 413	11 108
Total	v235423	v20862965	258 135	244 539	251 763	253 788	262 039	269 338	261 833	265 411
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	66 367	58 666	52 432	50 695	58 761	63 173	55 838	49 468
Provisions ⁴	v235397	v20862980	..	..	..	..	0	0	0	0
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	110 205	98 514	98 661	103 583	105 327	115 853	104 985	109 442
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	50 533	47 173	47 719	45 690	46 116	46 349	44 652	40 315
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	52 732	49 452	49 512	47 021	47 747	47 241	45 752	41 429
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	53 007	52 345	54 800	55 174	40 032	43 745	43 146	39 607
Total	v235424	v20862974	280 113	256 697	253 612	255 143	250 236	269 120	248 622	238 832
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	954 117	887 782	902 033	921 148	935 759	998 564	960 151	952 790
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 039 482	1 006 249	1 037 635	1 086 319	1 113 233	1 180 864	1 129 439	1 146 983
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	364 227	370 618	371 076	373 685	378 006	374 124	384 807	379 450
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	432 151	412 974	402 915	401 050	410 444	419 556	407 183	402 236
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	462 662	451 325	434 286	430 932	448 987	439 831	437 999	432 924
Actions canadiennes	v235414	v20863004	80 185	81 236	83 081	84 712	86 815	95 051	97 631	100 042
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	137 480	155 459	171 552	196 001	206 543	222 022	228 278	247 314
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	23 180	22 665	20 725	21 388	18 843	20 852	18 111	19 621
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	23 270	22 802	20 873	21 523	18 946	20 939	18 191	19 707
Total	v235425	v20862998	535 516	516 874	506 721	507 150	516 102	535 459	522 925	521 898
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	55 754	52 511	51 573	52 398	53 762	55 394	45 389	44 149
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	204 091	169 988	178 043	183 125	174 586	191 368	185 607	175 978
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 014	21 432	21 527	21 489	22 612	22 368	21 851	21 740
Total	v235426	v20863010	281 860	243 932	251 143	257 012	250 960	269 130	252 847	241 867
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 181 603	1 131 424	1 128 940	1 137 847	1 145 069	1 178 712	1 160 579	1 143 215
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 269 499	1 244 136	1 248 930	1 279 153	1 303 442	1 326 046	1 322 122	1 321 262
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-227 486	-243 642	-226 907	-216 699	-209 309	-180 149	-200 428	-190 425
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-230 017	-237 887	-211 295	-192 834	-190 209	-145 182	-192 683	-174 279

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 2
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Tous les pays	
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		Total
V No.	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
millions de dollars								
1995	84 562	16 412	18 106	2 739	7 166	32 251	60 263	161 237
1996	93 939	17 825	19 192	2 676	8 392	39 215	69 474	181 238
1997	110 707	22 722	22 416	2 985	9 284	50 493	85 178	218 607
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 943	35 170	39 998	5 613	17 600	80 182	143 394	356 506
2001	188 481	39 682	42 783	7 026	26 449	94 832	171 089	399 253
2002	199 992	40 749	49 515	9 708	31 077	104 455	194 754	435 494
2003	169 605	43 902	63 251	8 444	28 986	98 028	198 710	412 217
2004	198 460	44 358	77 017	8 367	21 089	99 256	205 728	448 546
2005	202 670	47 691	68 639	6 433	20 954	108 825	204 851	455 211
2006	230 405	58 000	71 424	3 986	22 806	143 348	241 564	529 969
2007 P	226 147	54 600	68 168	3 574	25 967	136 084	233 794	514 540

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 3
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
V No.	v235585	v235586	v235587	v235582	v235583	v235584	v235581
millions de dollars							
1995	5 340	37 219	5 207	48 932	17 892	46 646	161 237
1996	4 710	44 703	5 867	58 098	19 724	48 138	181 238
1997	6 154	53 079	7 715	73 714	21 760	56 184	218 607
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 050	67 625	21 064	120 483	48 259	92 027	356 506
2001	8 814	76 743	25 603	150 258	56 989	80 845	399 253
2002	9 597	83 627	24 610	188 448	59 773	69 439	435 494
2003	8 490	85 273	23 774	179 236	53 178	62 267	412 217
2004	10 787	99 836	27 252	194 456	51 372	64 843	448 546
2005	9 562	112 934	21 010	200 044	53 734	57 928	455 211
2006	9 699	117 955	21 974	249 267	68 370	62 703	529 969
2007 P	9 234	114 453	19 163	248 790	64 400	58 501	514 540

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-1
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1995				
I	153 634	1 092	1 033	2 125
II	154 165	1 302	921	2 223
III	152 202	1 269	1 155	2 425
IV	161 237	1 210	1 575	2 785
1996				
I	163 720	1 285	1 022	2 308
II	167 122	1 476	1 181	2 656
III	172 324	1 347	1 099	2 446
IV	181 238	1 710	1 368	3 079
1997				
I	189 170	1 608	1 587	3 195
II	195 973	2 689	1 599	4 289
III	202 558	1 806	1 360	3 166
IV	218 607	2 509	1 651	4 160
1998				
I	220 273	2 364	1 154	3 518
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	302 414	1 545	1 970	3 516
II	330 561	1 888	1 838	3 726
III	338 552	1 527	2 184	3 711
IV	356 506	1 791	1 763	3 554
2001				
I	374 452	791	1 436	2 227
II	372 556	1 133	1 734	2 867
III	399 455	857	-142	715
IV	399 253	1 009	-773	236
2002				
I	397 684	1 133	1 646	2 779
II	392 220	1 652	1 390	3 042
III	419 450	1 348	1 891	3 239
IV	435 494	2 032	2 179	4 211
2003				
I	415 869	969	692	1 661
II	386 545	1 131	2 044	3 175
III	396 658	1 191	2 776	3 967
IV	412 217	1 604	2 958	4 563
2004				
I	423 484	1 045	3 385	4 430
II	460 105	2 139	3 260	5 399
III	449 696	1 413	3 532	4 945
IV	448 546	1 482	4 170	5 651
2005				
I	452 524	2 017	3 257	5 274
II	460 100	2 137	4 250	6 387
III	451 722	2 028	4 151	6 179
IV	455 211	3 337	3 895	7 232
2006				
I	466 767	2 964	3 908	6 872
II	469 403	3 628	5 027	8 656
III	484 084	4 217	4 592	8 809
IV	529 969	5 126	4 039	9 165
2007^p				
I	540 577	2 173	5 581	7 754
II	517 368	3 021	6 041	9 062
III	503 809	3 687	5 514	9 200
IV	514 540	4 428	4 759	9 187
2008^p				
I	551 417	2 715	5 975	8 690

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-2
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Annuel

Année	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1995	161 237	4 873	4 684	9 558
1996	181 238	5 818	4 671	10 489
1997	218 607	8 613	6 196	14 809
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	356 506	6 751	7 755	14 506
2001	399 253	3 790	2 254	6 044
2002	435 494	6 165	7 106	13 271
2003	412 217	4 895	8 470	13 365
2004	448 546	6 078	14 346	20 425
2005	455 211	9 519	15 553	25 071
2006	529 969	15 934	17 567	33 501
2007 P	514 540	13 309	21 895	35 203

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 5
Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
millions de dollars								
1995	11 207	3 526	1 170	1 064	172	1 683	4 089	18 822
1996	12 534	3 312	1 137	2 368	124	1 788	5 417	21 263
1997	16 790	910	2 248	430	1 702	4 506	8 886	26 586
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	21 538	1 301	5 050	334	1 749	5 666	12 801	35 640
2001	23 813	1 910	4 598	713	2 134	5 702	13 148	38 870
2002	29 779	1 824	4 971	382	2 292	6 143	13 789	45 392
2003	32 213	1 786	5 434	659	2 302	3 416	11 811	45 809
2004	40 050	2 006	7 363	1 154	4 049	3 939	16 504	58 560
2005	56 067	3 600	10 675	1 509	5 617	4 934	22 734	82 401
2006	79 982	5 956	21 283	1 563	7 840	7 745	38 431	124 368
2007 P	74 935	8 049	30 044	2 176	10 899	10 598	53 717	136 701

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 6
Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1995	49 053	5 752	4 015	4 617	1 986	6 523	17 140	71 946
1996	56 335	8 385	5 446	5 309	2 412	9 123	22 290	87 010
1997	54 523	12 680	15 550	6 266	6 454	8 307	36 577	103 780
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	90 714	19 209	31 205	13 129	9 004	10 311	63 649	173 572
2001	108 374	22 239	32 815	14 133	10 972	12 358	70 279	200 892
2002	118 008	24 948	35 594	13 645	13 446	10 666	73 350	216 307
2003	97 223	24 237	35 141	14 602	12 477	13 345	75 565	197 025
2004	92 150	25 430	35 134	15 998	12 041	15 019	78 193	195 773
2005	98 730	23 837	31 390	15 000	10 961	17 258	74 608	197 175
2006	108 898	26 292	37 491	21 300	12 882	21 023	92 696	227 886
2007 P	98 988	23 661	35 559	20 168	12 604	19 085	87 415	210 064

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 7
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v30615498	v30615499	v30615501	v30615502	v30615503	v30615504	v30615500	v30615497
millions de dollars								
1995	..	..	..	..	..	..	..	..
1996	..	..	..	..	..	..	..	..
1997	..	..	..	..	..	..	..	..
1998	..	..	..	..	..	..	..	..
1999	..	..	..	..	..	..	..	..
2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2001	..	..	..	..	..	..	..	..
2002	7 119	226	113	0	155	1 464	1 731	9 076
2003	7 111	2 092	106	0	218	1 428	1 751	10 953
2004	5 528	4 714	285	0	42	510	837	11 079
2005	5 301	6 110	1 573	0	72	0	1 645	13 055
2006	8 655	7 906	3 220	0	127	58	3 405	19 966
2007 P	4 004	1 389	2 056	0	57	4	2 118	7 511

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 8
Réserves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réserves officielles internationales
V No.	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
millions de dollars						
1995	16 544	682	242	1 606	1 695	20 769
1996	24 016	693	213	1 601	1 681	28 204
1997	20 930	703	209	1 610	2 253	25 705
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 154	10 944	81	861	3 761	47 801
2001	30 768	16 953	74	978	4 554	53 327
2002	27 287	22 146	45	1 124	5 628	56 230
2003	19 694	19 914	7	1 086	4 988	45 690
2004	17 171	18 026	7	1 111	3 999	40 315
2005	19 670	15 681	6	1 043	1 629	38 030
2006	18 236	20 624	7	1 123	970	40 959
2007	18 819	20 107	6	1 006	655	40 593

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 9
Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres ¹ actifs
V No.	v235409	v235410	v235408
millions de dollars			
1995	6 587	51 909	58 496
1996	6 556	48 090	54 646
1997	7 235	55 155	62 391
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 658	52 496	64 155
2002	11 867	45 949	57 817
2003	10 778	44 396	55 174
2004	11 110	28 497	39 607
2005	11 165	35 815	46 980
2006	12 014	32 963	44 977
2007 P	11 934	30 026	41 960

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 10
Investissements directs étrangers au Canada¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
millions de dollars								
1995	112 948	14 097	21 778	6 987	5 827	6 529	41 122	168 167
1996	121 943	14 292	24 406	7 873	6 748	6 865	45 892	182 126
1997	128 978	15 748	25 508	7 990	8 860	7 193	49 551	194 277
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	193 651	23 955	72 008	8 041	13 280	8 181	101 511	319 116
2001	219 927	26 913	65 144	7 864	11 039	9 542	93 590	340 429
2002	231 566	27 552	66 687	9 305	11 337	10 371	97 700	356 819
2003	238 057	26 002	76 156	9 892	11 735	11 842	109 625	373 685
2004	243 328	25 318	74 962	9 939	12 526	13 377	110 804	379 450
2005	248 475	29 480	73 282	10 495	16 839	16 669	117 284	395 238
2006	267 237	39 828	69 363	12 944	19 397	29 032	130 735	437 801
2007 P	288 631	54 760	84 307	13 410	22 859	36 883	157 460	500 851

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11
Investissements directs étrangers au Canada¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
millions de dollars							
1995	10 010	29 061	25 305	29 086	16 885	57 820	168 167
1996	10 206	31 799	25 366	33 506	18 852	62 399	182 126
1997	12 595	33 923	28 043	35 781	19 460	64 476	194 277
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 384	56 305	43 647	53 965	25 367	123 447	319 116
2001	14 898	75 402	46 460	67 725	25 245	110 698	340 429
2002	15 066	83 821	49 825	65 318	28 873	113 917	356 819
2003	15 113	85 367	47 498	89 756	32 557	103 393	373 685
2004	13 095	85 097	47 926	90 870	36 280	106 182	379 450
2005	14 110	96 950	43 028	90 738	39 402	111 010	395 238
2006	14 974	122 080	47 623	90 485	45 230	117 409	437 801
2007 P	17 309	151 776	51 937	103 228	51 483	125 117	500 851

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-1
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1995				
I	154 783	1 113	1 521	2 634
II	157 821	1 114	2 807	3 921
III	161 457	911	2 309	3 219
IV	168 167	1 429	1 294	2 723
1996				
I	173 429	1 573	993	2 566
II	176 962	1 491	1 960	3 452
III	179 711	1 428	2 139	3 567
IV	182 126	1 614	1 025	2 639
1997				
I	181 851	2 369	1 724	4 093
II	186 155	2 306	1 990	4 296
III	191 895	2 315	2 976	5 291
IV	194 277	2 411	1 230	3 641
1998				
I	194 615	2 332	1 706	4 038
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	266 405	2 483	2 293	4 777
II	289 603	2 398	3 580	5 978
III	301 246	2 068	3 668	5 736
IV	319 116	2 070	3 970	6 040
2001				
I	326 341	1 896	4 657	6 554
II	335 953	2 002	4 706	6 707
III	338 368	1 939	1 834	3 773
IV	340 429	3 128	-195	2 933
2002				
I	348 565	2 012	2 228	4 241
II	354 292	1 736	2 114	3 850
III	355 208	2 029	3 039	5 068
IV	356 819	4 260	1 959	6 219
2003				
I	364 227	2 087	4 244	6 331
II	370 618	3 375	1 826	5 201
III	371 076	2 740	2 683	5 423
IV	373 685	2 993	1 881	4 874
2004				
I	378 006	2 222	3 682	5 904
II	374 124	3 544	4 519	8 063
III	384 807	2 475	4 026	6 501
IV	379 450	4 166	965	5 131
2005				
I	378 599	4 199	3 697	7 896
II	380 946	3 357	4 635	7 992
III	392 865	3 962	4 532	8 494
IV	395 238	6 912	1 417	8 329
2006				
I	406 334	5 370	3 081	8 451
II	411 216	4 468	4 025	8 494
III	424 895	4 168	4 695	8 863
IV	437 801	4 882	1 195	6 077
2007 P				
I	449 134	5 818	3 577	9 395
II	466 487	4 490	4 710	9 201
III	474 597	4 760	3 843	8 603
IV	500 851	4 963	3 798	8 762
2008 P				
I	510 581	4 057	4 161	8 219

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-2
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Annuel

Année	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
		millions de dollars		
1995	168 167	4 567	7 930	12 497
1996	182 126	6 106	6 118	12 224
1997	194 277	9 402	7 920	17 322
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	319 116	9 020	13 511	22 531
2001	340 429	8 965	11 002	19 968
2002	356 819	10 038	9 340	19 378
2003	373 685	11 194	10 635	21 829
2004	379 450	12 406	13 193	25 599
2005	395 238	18 430	14 281	32 711
2006	437 801	18 889	12 996	31 886
2007 ^P	500 851	20 031	15 929	35 960

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 13
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235438	v235460	v235504	v235526	v235548	v235570	v235413	
V No. (T)	v236556	v236557	v236558	v236559	v236560	v236561	v236555	
millions de dollars								
1995								
I	135 199	26 517	50 855	47 799	38 308	26 972	163 934	325 649
II	138 805	30 548	50 254	46 234	37 733	27 639	161 860	331 213
III	142 780	31 459	49 897	45 079	37 126	28 011	160 113	334 352
IV	147 067	33 079	49 704	44 372	37 959	28 615	160 650	340 794
1996								
I	150 370	30 823	49 694	42 334	37 119	28 810	157 957	339 150
II	155 582	32 835	48 206	43 079	35 536	29 929	156 750	345 167
III	158 069	30 513	48 981	44 231	34 846	28 576	156 634	345 215
IV	165 584	34 376	48 660	46 071	33 049	27 935	155 715	355 675
1997								
I	166 691	34 605	48 497	45 117	32 725	28 481	154 820	356 115
II	167 617	36 967	47 739	46 758	33 087	28 880	156 464	361 048
III	175 359	35 429	47 749	47 490	31 883	28 281	155 403	366 190
IV	179 874	34 888	48 051	45 366	30 564	29 156	153 137	367 899
1998								
I	180 747	32 758	50 210	43 651	31 155	31 412	156 428	369 934
II	186 785	34 302	51 738	42 909	32 385	32 713	159 745	380 833
III	190 558	35 738	57 735	42 696	34 050	33 656	168 137	394 433
IV	195 133	37 705	59 655	45 021	34 194	34 063	172 933	405 772
1999								
I	195 738	37 055	56 962	42 616	31 883	32 759	164 220	397 012
II	195 064	36 214	55 753	41 307	31 453	32 339	160 852	392 132
III	194 819	37 285	56 513	42 205	32 218	31 491	162 427	394 531
IV	194 794	37 024	54 559	41 313	31 141	30 561	157 574	389 392
2000								
I	192 205	36 336	51 428	40 355	30 388	29 870	152 041	380 581
II	191 954	41 187	48 668	40 054	29 291	28 631	146 644	379 786
III	195 429	39 115	48 761	38 369	27 853	27 700	142 683	377 228
IV	194 720	39 033	48 504	35 892	26 782	27 509	138 687	372 440
2001								
I	215 400	41 935	47 499	35 207	25 746	25 482	133 934	391 270
II	216 783	40 029	47 010	34 578	23 838	23 977	129 403	386 215
III	224 422	42 108	51 155	36 762	24 596	23 712	136 225	402 756
IV	248 872	44 595	52 023	34 269	23 892	23 576	133 760	427 228
2002								
I	257 667	44 772	51 685	32 867	23 268	23 529	131 349	433 788
II	249 479	47 034	52 710	30 538	22 033	22 333	127 614	424 127
III	263 918	49 562	54 731	30 769	22 403	23 036	130 939	444 419
IV	264 933	51 086	55 082	31 937	22 693	23 341	133 053	449 072
2003								
I	250 124	56 392	52 712	28 998	21 270	22 656	125 636	432 151
II	233 176	53 066	52 878	31 308	20 419	22 126	126 731	412 974
III	223 146	53 699	52 677	31 902	18 787	22 704	126 070	402 915
IV	224 696	51 729	53 666	31 444	18 336	21 179	124 625	401 050
2004								
I	233 626	54 505	53 132	28 735	18 546	21 900	122 313	410 444
II	241 685	56 185	52 666	28 450	17 698	22 871	121 685	419 556
III	233 099	56 350	51 811	26 211	17 214	22 496	117 732	407 183
IV	227 035	55 443	53 050	25 938	15 931	24 839	119 758	402 236
2005								
I	223 898	57 093	55 476	25 985	15 259	25 889	122 609	403 599
II	229 475	52 246	54 489	26 474	14 325	27 238	122 526	404 247
III	217 212	50 605	52 121	25 871	14 716	27 062	119 770	387 587
IV	209 546	55 774	51 098	26 200	13 960	27 573	118 831	384 150
2006								
I	210 485	55 843	51 001	27 822	13 686	26 438	118 947	385 276
II	202 947	57 342	51 063	26 593	13 794	24 976	116 426	376 714
III	211 858	54 379	49 288	26 889	13 290	25 547	115 014	381 250
IV	222 282	64 960	50 913	28 358	14 196	27 346	120 813	408 055
2007 P								
I	223 468	66 709	50 579	29 005	13 828	29 440	122 852	413 028
II	208 781	64 093	46 357	28 536	12 351	30 524	117 768	390 643
III	199 716	64 620	44 259	28 568	11 786	27 867	112 480	376 815
IV	200 496	65 186	44 192	30 486	12 177	29 544	116 399	382 080
2008 P								
I	208 720	71 034	45 510	34 522	13 108	31 217	124 357	404 109

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-1

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236511	v236522	v236514	v236523	v236514	v236524	v236438	v236521
V No. (T)	v20863099	v20863100	v20863101	v20863102	v20863103	v20863104	v20863097	v20863098
	millions de dollars							
1995								
I	73 677	77 730	117 841	126 121	6 645	7 144	198 163	210 997
II	81 542	86 229	115 707	123 779	6 324	6 802	203 573	216 811
III	86 841	91 517	113 724	121 242	6 080	6 514	206 645	219 274
IV	87 588	92 294	115 119	122 379	6 291	6 721	208 998	221 393
1996								
I	84 195	91 771	117 704	124 525	6 315	6 941	208 214	223 238
II	89 906	97 125	115 129	121 645	6 195	6 776	211 229	225 546
III	89 891	96 885	115 032	121 499	6 160	6 752	211 083	225 137
IV	95 885	102 948	116 781	122 264	6 238	6 820	218 904	232 032
1997								
I	91 754	98 799	116 396	126 472	6 120	6 722	214 270	231 993
II	93 844	98 937	115 992	126 114	5 912	6 484	215 749	231 535
III	97 122	105 314	116 878	126 852	5 856	6 397	219 856	238 563
IV	92 761	100 294	114 266	125 376	5 962	6 477	212 989	232 146
1998								
I	94 271	102 383	112 340	124 219	5 854	6 414	212 465	233 016
II	90 595	97 736	113 656	135 174	5 725	6 251	209 977	239 161
III	86 479	92 675	120 013	132 852	5 912	6 409	212 405	231 936
IV	89 126	96 322	125 074	137 835	6 112	6 620	220 312	240 777
1999								
I	86 586	94 142	119 346	126 813	5 687	5 988	211 620	226 942
II	86 678	91 474	113 805	119 270	5 511	5 789	205 993	216 532
III	87 275	93 064	114 726	119 826	5 453	5 723	207 454	218 613
IV	91 131	100 201	112 496	116 905	5 434	5 664	209 062	222 770
2000								
I	85 679	89 797	108 475	114 335	5 171	5 416	199 326	209 547
II	85 844	90 699	108 005	113 252	5 141	5 373	198 990	209 324
III	82 015	87 037	106 497	112 565	5 160	5 420	193 672	205 021
IV	81 198	84 726	105 005	111 262	4 979	5 208	191 182	201 196
2001								
I	83 909	88 824	106 302	115 207	4 758	5 022	194 969	209 053
II	79 434	82 925	103 294	110 436	4 406	4 641	187 134	198 001
III	77 229	82 245	108 407	116 487	4 350	4 586	189 986	203 318
IV	74 717	80 007	109 021	117 082	4 589	4 783	188 327	201 872
2002								
I	74 036	78 153	107 981	118 568	4 384	4 605	186 401	201 326
II	72 464	76 149	105 224	115 289	4 131	4 326	181 819	195 764
III	75 026	81 263	108 629	121 513	4 128	4 300	187 783	207 076
IV	79 956	86 448	112 990	125 961	3 655	3 802	196 601	216 211
2003								
I	83 011	89 438	108 144	119 344	3 582	3 749	194 737	212 530
II	78 941	87 738	105 522	118 300	3 346	3 496	187 809	209 534
III	63 057	68 951	106 153	115 699	3 102	3 236	172 312	187 886
IV	59 210	64 879	103 715	112 699	3 168	3 298	166 093	180 877
2004								
I	57 851	65 315	103 914	114 946	3 102	3 280	164 867	183 541
II	61 204	65 608	100 988	107 685	3 337	3 485	165 529	176 778
III	59 888	65 286	97 111	105 675	3 436	3 647	160 435	174 608
IV	54 533	60 379	99 509	108 245	3 462	3 743	157 505	172 367
2005								
I	53 506	59 269	101 791	110 420	3 346	3 563	158 643	173 251
II	49 534	56 845	103 460	114 366	3 430	3 748	156 424	174 959
III	48 385	55 811	97 860	106 968	3 501	3 805	149 747	166 584
IV	46 278	52 608	98 776	106 797	3 779	4 061	148 832	163 466
2006								
I	48 289	53 692	96 590	103 057	3 718	3 878	148 597	160 628
II	47 066	51 444	94 295	98 711	3 952	4 023	145 313	154 178
III	43 075	48 802	95 619	102 206	4 021	4 223	142 715	155 232
IV	46 076	52 370	102 009	108 820	4 120	4 300	152 204	165 490
2007 P								
I	47 943	51 954	101 547	107 866	4 033	4 186	153 523	164 006
II	41 943	44 877	94 853	98 556	3 959	3 977	140 755	147 410
III	42 103	46 253	88 864	93 363	3 991	4 038	134 959	143 653
IV	40 242	44 857	87 932	93 015	4 035	4 074	132 210	141 945
2008 P								
I	45 664	53 110	91 678	98 294	4 330	4 353	141 671	155 757

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-2
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236512	v236526	v236515	v236527	v236515	v236528	v236439	v236525
V No. (T)	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
	millions de dollars							
1995								
I	12 567	13 003	42 148	47 883	0	0	54 715	60 886
II	12 350	12 616	40 675	44 607	0	0	53 025	57 223
III	12 054	12 481	39 556	44 052	0	0	51 610	56 532
IV	11 092	11 403	39 763	43 322	0	0	50 854	54 726
1996								
I	10 464	10 589	37 865	41 625	0	0	48 330	52 214
II	10 911	11 042	37 693	42 062	0	0	48 604	53 104
III	11 410	11 596	37 097	41 632	0	0	48 507	53 228
IV	11 249	11 453	37 745	42 815	0	0	48 994	54 268
1997								
I	11 230	11 672	37 724	44 453	0	0	48 955	56 124
II	12 535	12 825	37 217	43 522	0	0	49 752	56 347
III	12 246	12 796	36 576	42 345	0	0	48 822	55 141
IV	11 933	12 490	35 527	41 162	0	0	47 459	53 652
1998								
I	12 087	12 386	35 686	41 895	0	0	47 773	54 281
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 484	34 757	38 829	0	0	48 137	52 313
II	15 526	15 566	32 787	35 861	0	0	48 313	51 427
III	14 645	14 912	32 867	35 823	0	0	47 513	50 734
IV	15 017	14 992	30 973	33 609	0	0	45 990	48 601
2000								
I	15 492	15 938	30 566	33 972	0	0	46 059	49 909
II	15 022	15 463	30 240	33 684	0	0	45 262	49 147
III	14 679	15 148	29 984	34 000	0	0	44 662	49 148
IV	14 652	14 969	29 904	33 363	0	0	44 556	48 332
2001								
I	15 610	16 501	29 182	33 735	0	0	44 792	50 236
II	15 509	16 300	28 031	32 004	0	0	43 540	48 304
III	16 803	17 690	28 381	32 594	0	0	45 183	50 283
IV	17 252	18 060	27 422	31 618	0	0	44 673	49 678
2002								
I	20 714	21 747	26 099	31 280	0	0	46 813	53 027
II	22 364	23 369	23 603	28 931	0	0	45 967	52 300
III	26 653	28 067	24 201	30 386	0	0	50 854	58 452
IV	28 742	30 000	24 197	29 988	0	0	52 939	59 988
2003								
I	30 612	31 581	21 739	27 387	0	0	52 351	58 968
II	34 234	35 168	20 175	25 989	25	26	54 434	61 183
III	37 029	37 547	19 510	24 464	26	26	56 565	62 037
IV	38 488	38 886	19 096	23 706	25	26	57 610	62 618
2004								
I	42 463	43 656	19 149	24 493	32	32	61 643	68 181
II	44 619	44 171	18 687	22 713	31	32	63 337	66 915
III	45 729	46 157	17 782	22 386	32	32	63 542	68 576
IV	48 465	48 904	17 286	21 778	31	31	65 782	70 714
2005								
I	48 746	49 118	16 900	21 474	32	32	65 677	70 624
II	49 705	50 472	17 000	22 511	31	31	66 736	73 014
III	49 254	49 889	15 992	20 657	31	32	65 277	70 579
IV	52 650	52 575	15 698	20 221	31	31	68 379	72 827
2006								
I	54 581	54 499	15 458	19 629	33	36	70 072	74 164
II	56 459	55 566	15 186	18 321	32	33	71 677	73 919
III	61 451	61 638	15 103	19 048	30	33	76 583	80 719
IV	63 126	63 229	15 811	19 959	29	29	78 966	83 217
2007 P								
I	65 033	64 912	15 525	19 897	30	30	80 588	84 840
II	65 621	64 254	14 176	17 527	30	30	79 827	81 811
III	65 787	65 508	13 388	16 909	31	31	79 206	82 448
IV	72 353	72 242	13 304	16 946	48	50	85 706	89 238
2008 P								
I	78 694	79 821	11 869	15 781	49	50	90 612	95 652

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-3

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
V No. (T)	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
	millions de dollars					
1995						
I	252 878	271 884	73 951	82 009	326 829	353 982
II	256 598	274 038	75 640	83 815	332 238	357 923
III	258 255	275 810	77 272	85 564	335 526	361 462
IV	259 853	276 119	81 845	90 207	341 698	366 326
1996						
I	256 543	275 453	83 467	89 620	340 011	365 135
II	259 833	278 652	86 830	92 961	346 663	371 674
III	259 590	278 366	87 686	93 726	347 276	372 163
IV	267 897	286 300	89 954	95 634	357 852	381 934
1997						
I	263 225	288 117	92 891	101 929	356 115	390 046
II	265 501	287 881	95 546	104 982	361 048	392 863
III	268 679	293 704	97 511	106 884	366 190	400 588
IV	260 448	285 798	107 450	116 873	367 898	402 672
1998						
I	260 239	287 297	109 695	122 403	369 934	409 700
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 255	137 256	138 131	397 012	417 386
II	254 307	267 959	137 825	138 200	392 132	406 159
III	254 966	269 347	139 564	140 014	394 530	409 361
IV	255 051	271 371	134 341	134 952	389 392	406 322
2000						
I	245 385	259 457	135 196	139 111	380 581	398 568
II	244 252	258 471	135 534	140 341	379 786	398 811
III	238 335	254 169	138 893	142 164	377 228	396 334
IV	235 738	249 528	136 702	136 277	372 440	387 805
2001						
I	239 761	259 289	151 508	156 477	391 270	415 766
II	230 674	246 305	155 541	161 068	386 215	407 373
III	235 170	253 601	167 587	172 140	402 756	425 742
IV	233 001	251 550	194 227	194 892	427 228	446 442
2002						
I	233 214	254 354	200 574	208 943	433 788	463 296
II	227 786	248 064	196 340	204 700	424 127	452 765
III	238 637	265 528	205 782	213 630	444 419	479 158
IV	249 540	276 198	199 532	205 859	449 072	482 058
2003						
I	247 088	271 498	185 063	191 164	432 151	462 662
II	242 243	270 717	170 731	180 608	412 974	451 325
III	228 877	249 923	174 038	184 363	402 915	434 286
IV	223 703	243 495	177 347	187 438	401 050	430 932
2004						
I	226 510	251 722	183 933	197 265	410 444	448 987
II	228 867	243 693	190 690	196 137	419 556	439 831
III	223 977	243 184	183 206	194 815	407 183	437 999
IV	223 288	243 080	178 948	189 843	402 236	432 924
2005						
I	224 320	243 875	179 279	189 556	403 599	433 431
II	223 160	247 973	181 087	195 275	404 247	443 248
III	215 024	237 163	172 563	183 486	387 587	420 649
IV	217 212	236 293	166 939	174 647	384 150	410 940
2006						
I	218 669	234 791	166 607	171 044	385 276	405 835
II	216 990	228 097	159 724	161 032	376 714	389 129
III	219 299	235 951	161 952	168 736	381 250	404 687
IV	231 170	248 708	176 885	183 610	408 055	432 318
2007 P						
I	234 110	248 845	178 918	185 314	413 028	434 159
II	220 581	229 220	170 061	172 327	390 643	401 548
III	214 165	226 101	162 650	165 791	376 815	391 892
IV	217 916	231 183	164 165	166 198	382 080	397 381
2008 P						
I	232 283	251 409	171 827	177 221	404 109	428 630

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15
Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
	millions de dollars							
1995	34 813	597	521	108	275	778	1 682	37 092
1996	44 292	710	569	107	796	828	2 300	47 301
1997	48 259	790	607	108	692	945	2 353	51 402
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 993	2 275	444	36	2 246	2 123	4 848	87 116
2001	70 054	2 423	523	23	2 341	2 123	5 010	77 487
2002	73 313	2 433	525	37	2 278	2 031	4 871	80 617
2003	77 062	1 805	1 514	38	2 231	2 063	5 846	84 712
2004	90 957	2 237	1 502	186	2 208	2 951	6 847	100 042
2005	85 506	1 700	1 425	79	1 746	3 084	6 333	93 540
2006	86 972	1 959	1 930	38	1 881	4 214	8 063	96 994
2007 P	74 006	1 706	1 925	19	1 467	3 534	6 946	82 658

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 16
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
V No. (T)	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1995								
I	23 139	9 177	2 849	232	5 668	13 252	22 001	54 319
II	19 310	8 935	3 154	120	4 919	14 597	22 790	51 035
III	18 156	10 200	3 200	166	5 207	14 095	22 668	51 024
IV	18 240	9 778	2 334	10	5 071	11 085	18 500	46 519
1996								
I	23 605	11 528	3 294	152	5 414	9 847	18 707	53 841
II	19 447	9 782	2 657	533	5 050	8 785	17 025	46 255
III	21 231	8 103	2 780	564	4 419	9 412	17 175	46 509
IV	20 680	4 819	2 437	651	3 484	8 487	15 059	40 558
1997								
I	23 122	4 221	3 440	618	3 255	7 168	14 481	41 823
II	20 447	3 154	2 955	336	2 706	5 825	11 822	35 422
III	20 290	4 001	3 258	229	2 170	5 377	11 034	35 325
IV	24 149	4 072	3 628	124	3 414	5 115	12 281	40 501
1998								
I	20 290	6 374	3 985	102	4 951	5 080	14 118	40 783
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	36 741
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	39 522
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	41 269
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	35 515
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	30 965
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	28 461
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	27 675
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	30 712
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	28 445
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	24 987
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	27 961
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	23 251
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	23 197
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	19 470
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	21 463
2002								
I	14 839	6 249	631	24	267	3 049	3 971	25 058
II	14 743	5 213	406	40	174	3 302	3 922	23 878
III	14 213	4 658	393	37	357	3 145	3 932	22 803
IV	15 327	5 989	343	32	388	3 205	3 968	25 285
2003								
I	13 071	5 335	678	21	484	3 591	4 774	23 180
II	12 590	5 527	354	36	416	3 743	4 549	22 665
III	11 244	4 976	338	34	482	3 651	4 505	20 725
IV	13 383	3 850	238	44	391	3 481	4 154	21 388
2004								
I	11 118	3 814	436	30	379	3 066	3 911	18 843
II	12 014	4 093	676	49	373	3 646	4 744	20 852
III	10 902	4 050	287	29	378	2 465	3 159	18 111
IV	12 135	3 814	267	20	462	2 923	3 672	19 621
2005								
I	12 220	2 842	372	81	356	2 757	3 566	18 628
II	12 359	3 468	705	86	491	2 600	3 882	19 710
III	10 397	3 165	559	22	414	3 131	4 126	17 686
IV	11 876	3 971	1 048	25	454	3 410	4 937	20 783
2006								
I	14 850	2 311	801	23	435	4 448	5 707	22 868
II	17 351	4 608	808	34	485	3 775	5 102	27 059
III	16 877	4 704	325	19	457	3 549	4 350	25 931
IV	15 634	3 100	444	30	486	4 820	5 780	24 515
2007 P								
I	15 040	3 317	472	25	608	4 268	5 373	23 730
II	15 125	2 970	390	25	513	5 066	5 994	24 089
III	15 441	1 727	1 031	30	433	3 721	5 215	22 383
IV	15 222	1 398	494	26	453	4 407	5 380	21 999
2008 P								
I	12 336	1 269	789	28	514	3 806	5 137	18 742

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 17
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total
V No.	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
millions de dollars					
1995	30 706	10 366	1 023	2 018	44 113
1996	24 277	9 486	1 741	2 630	38 134
1997	21 744	10 851	2 225	5 681	40 501
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463
2002	9 887	10 145	1 599	3 655	25 285
2003	10 521	6 399	1 090	3 377	21 388
2004	8 028	7 265	761	3 566	19 621
2005	9 473	5 786	642	4 882	20 783
2006	13 149	4 621	960	5 785	24 515
2007 P	10 710	5 392	1 750	4 148	21 999

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 18
Autres passifs

Année	Passif ¹ à vue du gouvernement du Canada	Dette à court terme envers les non-résidents	Passifs autre que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
V No.	v235419	v235421	v235420	v235418
millions de dollars				
1995	2 010	6 078	10 179	18 266
1996	1 692	5 118	10 397	17 207
1997	1 923	6 053	10 619	18 596
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 982	12 316	21 356
2001	770	8 655	12 291	21 716
2002	780	8 853	12 641	22 275
2003	485	8 048	12 957	21 489
2004	380	7 557	13 803	21 740
2005	252	8 903	12 643	21 798
2006	184	9 610	12 674	22 468
2007 P	110	9 071	16 127	25 307

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-1
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236444 v20863043	v236445 v20863044	v236443 v20863042	v236447 v20863046	v236448 v20863047	v236446 v20863045	v236442 v20863041		
millions de dollars									
1995									
I	73 677	.	38 433	112 110	0	.	3 620	3 620	115 730
II	81 542	.	34 082	115 624	0	.	3 489	3 489	119 113
III	86 841	.	34 874	121 716	0	.	3 319	3 319	125 035
IV	87 588	.	30 706	118 295	0	.	3 592	3 592	121 887
1996									
I	84 195	.	35 309	119 504	0	.	3 457	3 457	122 961
II	89 906	.	28 863	118 768	0	.	3 404	3 404	122 172
III	89 891	.	29 019	118 909	0	.	3 285	3 285	122 194
IV	95 885	.	24 277	120 161	0	.	3 227	3 227	123 388
1997									
I	91 754	.	27 657	119 411	0	.	3 269	3 269	122 680
II	93 844	.	21 104	114 949	0	.	3 245	3 245	118 194
III	97 122	.	20 490	117 612	0	.	3 210	3 210	120 822
IV	92 761	.	21 744	114 505	0	.	3 427	3 427	117 933
1998									
I	94 271	.	20 028	114 298	0	.	3 290	3 290	117 588
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002									
I	74 036	.	8 344	82 380	0	.	2 439	2 439	84 819
II	72 464	.	8 816	81 281	0	.	2 393	2 393	83 674
III	75 026	.	9 004	84 030	0	.	2 392	2 392	86 422
IV	79 956	.	9 887	89 843	0	.	2 452	2 452	92 295
2003									
I	83 011	.	9 216	92 227	0	.	2 202	2 202	94 428
II	78 941	.	10 578	89 519	0	.	2 016	2 016	91 535
III	63 057	.	10 614	73 671	0	.	2 008	2 008	75 680
IV	59 210	.	10 521	69 731	0	.	1 986	1 986	71 718
2004									
I	57 851	.	8 604	66 454	0	.	2 187	2 187	68 641
II	61 204	.	8 706	69 910	0	.	1 905	1 905	71 815
III	59 888	.	7 069	66 957	0	.	1 821	1 821	68 779
IV	54 533	.	8 028	62 562	0	.	1 835	1 835	64 397
2005									
I	53 506	.	8 176	61 682	0	.	1 988	1 988	63 669
II	49 534	.	8 411	57 945	0	.	1 659	1 659	59 604
III	48 385	.	7 984	56 369	0	.	1 549	1 549	57 918
IV	46 278	.	9 473	55 751	0	.	1 551	1 551	57 302
2006									
I	48 289	.	13 566	61 855	0	.	1 851	1 851	63 706
II	47 066	.	14 023	61 088	0	.	1 543	1 543	62 631
III	43 075	.	13 498	56 573	0	.	1 464	1 464	58 037
IV	46 076	.	13 149	59 225	0	.	1 550	1 550	60 775
2007 P									
I	47 943	.	11 656	59 600	0	.	1 847	1 847	61 447
II	41 943	.	11 422	53 366	0	.	1 380	1 380	54 746
III	42 103	.	10 703	52 807	0	.	1 418	1 418	54 224
IV	40 242	.	10 710	50 952	0	.	1 341	1 341	52 293
2008 P									
I	45 664	.	8 473	54 137	0	.	1 731	1 731	55 868

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-2
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
V No. (T)	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1995									
I	117 841	.	3 767	121 608	4 440	.	23	4 463	126 071
II	115 707	.	4 984	120 691	4 420	.	23	4 443	125 134
III	113 724	.	4 527	118 250	3 625	.	23	3 648	121 898
IV	115 119	.	4 421	119 540	3 403	.	23	3 425	122 966
1996									
I	117 704	.	3 977	121 681	3 272	.	11	3 283	124 964
II	115 129	.	3 384	118 513	2 880	.	11	2 892	121 404
III	115 032	.	3 456	118 488	2 837	.	11	2 849	121 337
IV	116 781	.	3 520	120 301	2 750	.	11	2 761	123 062
1997									
I	116 396	.	1 935	118 331	2 520	.	0	2 520	120 852
II	115 992	.	2 409	118 402	2 341	.	0	2 341	120 742
III	116 878	.	1 719	118 597	2 166	.	0	2 166	120 763
IV	114 266	.	1 904	116 170	1 957	.	0	1 957	118 126
1998									
I	112 340	.	2 476	114 816	1 902	.	0	1 902	116 718
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 475	.	4 073	112 548	2 102	.	0	2 102	114 650
II	108 005	.	3 834	111 839	2 086	.	0	2 086	113 925
III	106 497	.	3 124	109 621	1 943	.	0	1 943	111 564
IV	105 005	.	4 545	109 551	1 843	.	0	1 843	111 394
2001									
I	106 302	.	3 275	109 577	1 765	.	0	1 765	111 343
II	103 294	.	4 109	107 404	1 710	.	0	1 710	109 113
III	108 407	.	3 090	111 497	1 864	.	0	1 864	113 361
IV	109 021	.	3 586	112 607	1 720	.	0	1 720	114 327
2002									
I	107 981	.	3 373	111 354	1 562	.	0	1 562	112 917
II	105 224	.	3 653	108 876	1 648	.	0	1 648	110 525
III	108 629	.	3 231	111 860	1 695	.	0	1 695	113 555
IV	112 990	.	3 258	116 248	1 727	.	0	1 727	117 975
2003									
I	108 144	.	1 396	109 540	1 406	.	0	1 406	110 946
II	105 522	.	1 538	107 061	1 272	.	0	1 272	108 332
III	106 153	.	1 129	107 282	1 126	.	0	1 126	108 408
IV	103 715	.	1 473	105 188	1 122	.	0	1 122	106 310
2004									
I	103 914	.	1 275	105 189	1 169	.	0	1 169	106 358
II	100 988	.	1 719	102 708	1 140	.	0	1 140	103 848
III	97 111	.	1 209	98 320	562	.	0	562	98 882
IV	99 509	.	1 091	100 600	352	.	0	352	100 952
2005									
I	101 791	.	1 101	102 892	338	.	0	338	103 231
II	103 460	.	987	104 447	331	.	0	331	104 778
III	97 860	.	731	98 592	307	.	0	307	98 899
IV	98 776	.	910	99 686	296	.	0	296	99 982
2006									
I	96 590	.	532	97 122	298	.	0	298	97 420
II	94 295	.	1 172	95 466	293	.	0	293	95 759
III	95 619	.	811	96 430	284	.	0	284	96 714
IV	102 009	.	544	102 553	294	.	0	294	102 846
2007 P									
I	101 547	.	812	102 358	294	.	0	294	102 652
II	94 853	.	695	95 547	260	.	0	260	95 807
III	88 864	.	271	89 135	260	.	0	260	89 395
IV	87 932	.	635	88 567	266	.	0	266	88 833
2008 P									
I	91 678	.	655	92 333	0	.	0	0	92 333

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-3
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236457				v236458				v236456
V No. (T)	v20863056				v20863057				v20863055
	millions de dollars								
1995									
I	6 645	.	.	6 645	161	.	.	161	6 806
II	6 324	.	.	6 324	156	.	.	156	6 480
III	6 080	.	.	6 080	137	.	.	137	6 217
IV	6 291	.	.	6 291	129	.	.	129	6 420
1996									
I	6 315	.	.	6 315	131	.	.	131	6 446
II	6 195	.	.	6 195	128	.	.	128	6 323
III	6 160	.	.	6 160	127	.	.	127	6 287
IV	6 238	.	.	6 238	124	.	.	124	6 362
1997									
I	6 120	.	.	6 120	116	.	.	116	6 236
II	5 912	.	.	5 912	114	.	.	114	6 026
III	5 856	.	.	5 856	110	.	.	110	5 966
IV	5 962	.	.	5 962	108	.	.	108	6 070
1998									
I	5 854	.	.	5 854	104	.	.	104	5 958
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 171	.	.	5 171	122	.	.	122	5 293
II	5 141	.	.	5 141	122	.	.	122	5 263
III	5 160	.	.	5 160	119	.	.	119	5 279
IV	4 979	.	.	4 979	116	.	.	116	5 095
2001									
I	4 758	.	.	4 758	112	.	.	112	4 870
II	4 406	.	.	4 406	107	.	.	107	4 513
III	4 350	.	.	4 350	118	.	.	118	4 468
IV	4 589	.	.	4 589	73	.	.	73	4 662
2002									
I	4 384	.	.	4 384	72	.	.	72	4 456
II	4 131	.	.	4 131	76	.	.	76	4 207
III	4 128	.	.	4 128	78	.	.	78	4 206
IV	3 655	.	.	3 655	80	.	.	80	3 734
2003									
I	3 582	.	.	3 582	75	.	.	75	3 657
II	3 346	.	.	3 346	68	.	.	68	3 413
III	3 102	.	.	3 102	73	.	.	73	3 175
IV	3 168	.	.	3 168	72	.	.	72	3 241
2004									
I	3 102	.	.	3 102	75	.	.	75	3 178
II	3 337	.	.	3 337	74	.	.	74	3 410
III	3 436	.	.	3 436	0	.	.	0	3 436
IV	3 462	.	.	3 462	0	.	.	0	3 462
2005									
I	3 346	.	.	3 346	0	.	.	0	3 346
II	3 430	.	.	3 430	0	.	.	0	3 430
III	3 501	.	.	3 501	0	.	.	0	3 501
IV	3 779	.	.	3 779	0	.	.	0	3 779
2006									
I	3 718	.	.	3 718	0	.	.	0	3 718
II	3 952	.	.	3 952	0	.	.	0	3 952
III	4 021	.	.	4 021	0	.	.	0	4 021
IV	4 120	.	.	4 120	0	.	.	0	4 120
2007 P									
I	4 033	.	.	4 033	0	.	.	0	4 033
II	3 959	.	.	3 959	0	.	.	0	3 959
III	3 991	.	.	3 991	0	.	.	0	3 991
IV	4 035	.	.	4 035	0	.	.	0	4 035
2008 P									
I	4 330	.	.	4 330	0	.	.	0	4 330

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-4
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236488		v236489	v236487	v236491		v236492	v236490	v236486
V No. (T)	v20863036		v20863037	v20863035	v20863039		v20863040	v20863038	v20863034
	millions de dollars								
1995									
I	198 163	.	42 200	240 363	4 601	.	3 643	8 244	248 607
II	203 573	.	39 066	242 639	4 577	.	3 512	8 089	250 728
III	206 645	.	39 401	246 046	3 762	.	3 342	7 104	253 150
IV	208 998	.	35 128	244 126	3 532	.	3 615	7 146	251 272
1996									
I	208 214	.	39 286	247 499	3 403	.	3 468	6 871	254 370
II	211 229	.	32 247	243 476	3 008	.	3 415	6 424	249 900
III	211 083	.	32 475	243 558	2 964	.	3 296	6 261	249 818
IV	218 904	.	27 797	246 700	2 874	.	3 239	6 112	252 813
1997									
I	214 270	.	29 592	243 862	2 637	.	3 269	5 906	249 768
II	215 749	.	23 514	239 263	2 455	.	3 245	5 700	244 962
III	219 856	.	22 209	242 065	2 276	.	3 210	5 486	247 551
IV	212 989	.	23 648	236 637	2 064	.	3 427	5 492	242 129
1998									
I	212 465	.	22 503	234 968	2 006	.	3 290	5 296	240 265
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 326	.	18 173	217 499	2 223	.	2 924	5 147	222 646
II	198 990	.	17 197	216 187	2 208	.	2 767	4 975	221 162
III	193 672	.	14 266	207 938	2 062	.	2 656	4 718	212 656
IV	191 182	.	16 133	207 314	1 959	.	2 580	4 539	211 854
2001									
I	194 969	.	13 373	208 343	1 877	.	2 530	4 407	212 750
II	187 134	.	13 144	200 277	1 817	.	2 302	4 119	204 396
III	189 986	.	9 120	199 106	1 982	.	2 373	4 356	203 462
IV	188 327	.	11 025	199 352	1 793	.	2 329	4 121	203 474
2002									
I	186 401	.	11 717	198 118	1 634	.	2 439	4 073	202 191
II	181 819	.	12 469	194 288	1 724	.	2 393	4 117	198 405
III	187 783	.	12 235	200 018	1 773	.	2 392	4 165	204 183
IV	196 601	.	13 145	209 746	1 806	.	2 452	4 258	214 004
2003									
I	194 737	.	10 612	205 349	1 481	.	2 202	3 683	209 031
II	187 809	.	12 116	199 925	1 339	.	2 016	3 355	203 280
III	172 312	.	11 743	184 055	1 199	.	2 008	3 207	187 263
IV	166 093	.	11 995	178 088	1 195	.	1 986	3 181	181 269
2004									
I	164 867	.	9 879	174 746	1 245	.	2 187	3 431	178 177
II	165 529	.	10 425	175 954	1 213	.	1 905	3 119	179 073
III	160 435	.	8 278	168 713	562	.	1 821	2 383	171 096
IV	157 505	.	9 119	166 624	352	.	1 835	2 187	168 811
2005									
I	158 643	.	9 277	167 920	338	.	1 988	2 326	170 246
II	156 424	.	9 398	165 822	331	.	1 659	1 991	167 813
III	149 747	.	8 715	158 462	307	.	1 549	1 857	160 319
IV	148 832	.	10 383	159 216	296	.	1 551	1 847	161 062
2006									
I	148 597	.	14 099	162 695	298	.	1 851	2 149	164 844
II	145 313	.	15 194	160 507	293	.	1 543	1 835	162 342
III	142 715	.	14 309	157 024	284	.	1 464	1 748	158 772
IV	152 204	.	13 693	165 897	294	.	1 550	1 844	167 741
2007 P									
I	153 523	.	12 468	165 991	294	.	1 847	2 141	168 132
II	140 755	.	12 117	152 872	260	.	1 380	1 640	154 512
III	134 959	.	10 974	145 933	260	.	1 418	1 678	147 610
IV	132 210	.	11 345	143 555	266	.	1 341	1 607	145 162
2008 P									
I	141 671	.	9 129	150 800	0	.	1 731	1 731	152 531

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-5
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total	
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire		Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs		
V No. (A) V No. (T)	v236461 v20863068	v236462 v20863069	v236460 v20863067	v236464 v20863071	v236465 v20863072	v236466 v20863073	v236463 v20863070	v236459 v20863066	
millions de dollars									
1995									
I	12 567	.	5 695	18 262	98	863	243	1 204	19 466
II	12 350	.	5 437	17 787	96	602	231	928	18 716
III	12 054	.	5 570	17 624	94	720	218	1 032	18 656
IV	11 092	.	5 171	16 263	0	453	205	658	16 921
1996									
I	10 464	.	6 178	16 643	0	270	190	460	17 102
II	10 911	.	6 051	16 962	0	230	182	412	17 374
III	11 410	.	5 821	17 232	0	176	175	351	17 583
IV	11 249	.	5 241	16 490	0	168	167	336	16 825
1997									
I	11 230	.	5 732	16 963	0	201	149	350	17 312
II	12 535	.	5 664	18 199	0	115	138	253	18 452
III	12 246	.	5 612	17 858	0	131	127	259	18 117
IV	11 933	.	7 082	19 015	0	120	116	237	19 252
1998									
I	12 087	.	7 155	19 242	0	114	110	223	19 466
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	15 492	.	6 761	22 254	0	89	111	199	22 453
II	15 022	.	6 728	21 750	0	163	163	326	22 076
III	14 679	.	6 861	21 540	0	79	186	265	21 805
IV	14 652	.	6 610	21 262	0	66	160	227	21 489
2001									
I	15 610	.	6 777	22 387	0	93	284	377	22 764
II	15 509	.	6 327	21 836	0	107	297	404	22 240
III	16 803	.	6 726	23 528	0	54	418	472	24 001
IV	17 252	.	6 782	24 034	0	73	365	438	24 472
2002									
I	20 714	.	8 694	29 408	0	63	372	435	29 843
II	22 364	.	7 159	29 523	0	114	328	442	29 965
III	26 653	.	6 241	32 894	0	78	266	343	33 237
IV	28 742	.	6 884	35 626	0	177	212	389	36 015
2003									
I	30 612	.	7 108	37 720	0	58	166	224	37 943
II	34 234	.	5 976	40 210	0	104	166	271	40 480
III	37 029	.	5 246	42 276	0	78	158	236	42 512
IV	38 488	.	4 922	43 411	0	80	148	227	43 638
2004									
I	42 463	.	4 628	47 091	0	102	17	119	47 210
II	44 619	.	6 153	50 772	0	128	16	144	50 916
III	45 729	.	6 052	51 781	0	99	15	114	51 895
IV	48 465	.	6 168	54 633	0	99	119	218	54 851
2005									
I	48 746	.	4 772	53 518	0	103	113	216	53 734
II	49 705	.	5 964	55 669	0	91	116	207	55 876
III	49 254	.	4 442	53 696	0	74	131	204	53 900
IV	52 650	.	4 876	57 526	0	119	131	249	57 775
2006									
I	54 581	.	4 003	58 585	0	136	131	267	58 852
II	56 459	.	6 316	62 775	0	121	131	252	63 027
III	61 451	.	5 370	66 821	0	98	131	228	67 049
IV	63 126	.	4 077	67 203	0	114	131	244	67 447
2007 P									
I	65 033	.	5 150	70 182	0	122	131	253	70 435
II	65 621	.	5 101	70 721	0	120	131	250	70 972
III	65 787	.	5 721	71 508	0	114	131	245	71 753
IV	72 353	.	4 749	77 102	0	154	131	284	77 387
2008 P									
I	78 694	.	3 255	81 949	0	156	131	287	82 235

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-6
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236469		v236470	v236468	v236472		v236473	v236471	v236467
V No. (T)	v20863076		v20863077	v20863075	v20863079		v20863080	v20863078	v20863074
	millions de dollars								
1995									
I	42 148	.	2 026	44 174	174	.	0	174	44 349
II	40 675	.	1 966	42 641	175	.	0	175	42 815
III	39 556	.	1 924	41 480	146	.	0	146	41 626
IV	39 763	.	773	40 536	138	.	0	138	40 674
1996									
I	37 865	.	2 203	40 068	132	.	0	132	40 201
II	37 693	.	2 431	40 124	130	.	0	130	40 254
III	37 097	.	2 101	39 198	128	.	0	128	39 326
IV	37 745	.	725	38 470	124	.	0	124	38 593
1997									
I	37 724	.	1 098	38 823	117	.	6	123	38 945
II	37 217	.	1 476	38 693	0	.	11	11	38 704
III	36 576	.	2 011	38 587	0	.	17	17	38 604
IV	35 527	.	1 865	37 391	0	.	32	32	37 424
1998									
I	35 686	.	2 070	37 756	0	.	16	16	37 772
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 566	.	638	31 204	0	.	75	75	31 279
II	30 240	.	375	30 615	0	.	28	28	30 643
III	29 984	.	276	30 260	0	.	55	55	30 315
IV	29 904	.	0	29 904	0	.	286	286	30 191
2001									
I	29 182	.	12	29 194	0	.	423	423	29 617
II	28 031	.	4	28 035	0	.	279	279	28 314
III	28 381	.	12	28 393	0	.	303	303	28 696
IV	27 422	.	24	27 446	0	.	204	204	27 650
2002									
I	26 099	.	15	26 114	0	.	128	128	26 242
II	23 603	.	78	23 681	0	.	99	99	23 780
III	24 201	.	82	24 283	0	.	102	102	24 386
IV	24 197	.	3	24 200	0	.	128	128	24 328
2003									
I	21 739	.	186	21 925	0	.	146	146	22 071
II	20 175	.	159	20 335	0	.	162	162	20 496
III	19 510	.	12	19 522	0	.	136	136	19 658
IV	19 096	.	4	19 100	0	.	130	130	19 231
2004									
I	19 149	.	0	19 149	0	.	121	121	19 269
II	18 687	.	45	18 732	0	.	111	111	18 843
III	17 782	.	0	17 782	0	.	130	130	17 912
IV	17 286	.	6	17 292	0	.	117	117	17 409
2005									
I	16 900	.	2	16 901	0	.	133	133	17 034
II	17 000	.	0	17 000	0	.	138	138	17 138
III	15 992	.	0	15 992	0	.	153	153	16 145
IV	15 698	.	0	15 698	0	.	149	149	15 848
2006									
I	15 458	.	0	15 458	0	.	153	153	15 611
II	15 186	.	0	15 186	0	.	107	107	15 293
III	15 103	.	0	15 103	0	.	128	128	15 231
IV	15 811	.	0	15 811	0	.	118	118	15 929
2007 P									
I	15 525	.	3	15 528	0	.	147	147	15 675
II	14 176	.	0	14 176	0	.	117	117	14 293
III	13 388	.	9	13 397	0	.	131	131	13 528
IV	13 304	.	8	13 312	0	.	90	90	13 402
2008 P									
I	11 869	.	9	11 878	0	.	148	148	12 026

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-7
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236475				v236476				v236474
V No. (T)	v20863082				v20863083				v20863081
millions de dollars									
1995									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1996									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1997									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1998									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	25	.	.	25	.	.	0	0	25
III	26	.	.	26	.	.	0	0	26
IV	25	.	.	25	.	.	0	0	25
2004									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	32	.	.	32	.	.	0	0	32
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2005									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2006									
I	33	.	.	33	.	.	0	0	33
II	32	.	.	32	.	.	0	0	32
III	30	.	.	30	.	.	0	0	30
IV	29	.	.	29	.	.	0	0	29
2007 P									
I	30	.	.	30	.	.	0	0	30
II	30	.	.	30	.	.	0	0	30
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	48	.	.	48	.	.	0	0	48
2008 P									
I	49	.	.	49	.	.	0	0	49

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-8
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total	
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire		Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs		
V No. (A) V No. (T)	v236495 v20863060		v236496 v20863061	v236494 v20863059	v236498 v20863063	v236499 v20863064	v236500 v20863065	v236497 v20863062	v236493 v20863058
millions de dollars									
1995									
I	54 715	.	7 721	62 436	272	863	243	1 378	63 814
II	53 025	.	7 403	60 428	271	602	231	1 103	61 531
III	51 610	.	7 494	59 104	240	720	218	1 178	60 282
IV	50 854	.	5 944	56 799	138	453	205	796	57 595
1996									
I	48 330	.	8 381	56 711	132	270	190	592	57 303
II	48 604	.	8 482	57 086	130	230	182	542	57 628
III	48 507	.	7 922	56 429	128	176	175	479	56 908
IV	48 994	.	5 966	54 959	124	168	167	459	55 419
1997									
I	48 955	.	6 831	55 785	117	201	155	472	56 257
II	49 752	.	7 140	56 892	0	115	149	264	57 156
III	48 822	.	7 623	56 445	0	131	145	276	56 721
IV	47 459	.	8 947	56 406	0	120	149	269	56 675
1998									
I	47 773	.	9 225	56 999	0	114	126	239	57 238
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	46 059	.	7 399	53 458	0	89	186	274	53 732
II	45 262	.	7 102	52 365	0	163	191	354	52 719
III	44 662	.	7 138	51 800	0	79	241	319	52 120
IV	44 556	.	6 610	51 166	0	66	447	513	51 680
2001									
I	44 792	.	6 789	51 580	0	93	707	800	52 381
II	43 540	.	6 331	49 871	0	107	576	683	50 554
III	45 183	.	6 738	51 921	0	54	722	776	52 697
IV	44 673	.	6 807	51 480	0	73	569	642	52 122
2002									
I	46 813	.	8 709	55 522	0	63	500	563	56 085
II	45 967	.	7 236	53 203	0	114	428	542	53 745
III	50 854	.	6 324	57 177	0	78	368	446	57 623
IV	52 939	.	6 887	59 826	0	177	340	517	60 344
2003									
I	52 351	.	7 294	59 645	0	58	313	370	60 015
II	54 434	.	6 136	60 570	0	104	328	432	61 002
III	56 565	.	5 258	61 823	0	78	294	372	62 195
IV	57 610	.	4 926	62 536	0	80	278	357	62 894
2004									
I	61 643	.	4 628	66 271	0	102	138	240	66 511
II	63 337	.	6 198	69 536	0	128	127	255	69 790
III	63 542	.	6 052	69 594	0	99	145	244	69 838
IV	65 782	.	6 174	71 956	0	99	235	335	72 291
2005									
I	65 677	.	4 774	70 451	0	103	246	349	70 800
II	66 736	.	5 964	72 700	0	91	254	345	73 045
III	65 277	.	4 442	69 719	0	74	284	357	70 076
IV	68 379	.	4 876	73 255	0	119	280	398	73 653
2006									
I	70 072	.	4 003	74 075	0	136	284	420	74 496
II	71 677	.	6 316	77 993	0	121	238	359	78 352
III	76 583	.	5 370	81 953	0	98	258	356	82 309
IV	78 966	.	4 077	83 043	0	114	249	362	83 405
2007 P									
I	80 588	.	5 153	85 740	0	122	278	400	86 140
II	79 827	.	5 101	84 927	0	120	247	367	85 294
III	79 206	.	5 729	84 936	0	114	261	376	85 311
IV	85 706	.	4 756	90 462	0	154	221	375	90 837
2008 P									
I	90 612	.	3 264	93 875	0	156	279	435	94 310

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-9
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations et entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236503 v20863028		v236504 v20863029	v236502 v20863027	v236506 v20863031	v236507 v20863032	v236508 v20863033	v236505 v20863030	v236501 v20863026
millions de dollars									
1995									
I	252 878	.	49 921	302 799	4 874	863	3 886	9 623	312 421
II	256 598	.	46 469	303 067	4 847	602	3 743	9 192	312 259
III	258 255	.	46 895	305 150	4 001	720	3 560	8 282	313 432
IV	259 853	.	41 072	300 925	3 669	453	3 820	7 942	308 867
1996									
I	256 543	.	47 667	304 210	3 535	270	3 658	7 463	311 674
II	259 833	.	40 729	300 562	3 138	230	3 597	6 966	307 528
III	259 590	.	40 397	299 987	3 092	176	3 471	6 740	306 727
IV	267 897	.	33 762	301 660	2 997	168	3 406	6 572	308 231
1997									
I	263 225	.	36 422	299 647	2 754	201	3 424	6 378	306 025
II	265 501	.	30 854	296 355	2 455	115	3 394	5 963	302 118
III	268 679	.	29 832	298 511	2 276	131	3 355	5 762	304 273
IV	260 448	.	32 595	293 043	2 064	120	3 576	5 761	298 804
1998									
I	260 239	.	31 729	291 967	2 006	114	3 416	5 536	297 503
II	260 341	.	28 871	289 212	1 789	137	3 288	5 214	294 426
III	263 854	.	32 210	296 064	1 913	97	3 205	5 215	301 279
IV	271 406	.	33 117	304 523	2 257	74	3 594	5 925	310 447
1999									
I	259 756	.	28 920	288 677	2 113	68	3 366	5 547	294 223
II	254 307	.	25 786	280 093	2 006	137	3 359	5 502	285 594
III	254 966	.	24 690	279 656	2 274	62	3 127	5 463	285 119
IV	255 051	.	23 637	278 688	2 239	238	3 098	5 575	284 264
2000									
I	245 385	.	25 573	270 957	2 223	89	3 109	5 421	276 379
II	244 252	.	24 299	268 551	2 208	163	2 958	5 330	273 881
III	238 335	.	21 404	259 739	2 062	79	2 897	5 037	264 776
IV	235 738	.	22 743	258 481	1 959	66	3 027	5 052	263 533
2001									
I	239 761	.	20 162	259 923	1 877	93	3 237	5 207	265 130
II	230 674	.	19 475	250 149	1 817	107	2 878	4 802	254 951
III	235 170	.	15 858	251 028	1 982	54	3 095	5 131	256 159
IV	233 001	.	17 831	250 832	1 793	73	2 897	4 763	255 595
2002									
I	233 214	.	20 426	253 639	1 634	63	2 939	4 636	258 276
II	227 786	.	19 705	247 491	1 724	114	2 821	4 659	252 150
III	238 637	.	18 559	257 195	1 773	78	2 760	4 610	261 806
IV	249 540	.	20 032	269 572	1 806	177	2 792	4 775	274 348
2003									
I	247 088	.	17 906	264 994	1 481	58	2 514	4 053	269 046
II	242 243	.	18 252	260 495	1 339	104	2 343	3 787	264 282
III	228 877	.	17 001	245 878	1 199	78	2 303	3 579	249 458
IV	223 703	.	16 921	240 624	1 195	80	2 264	3 539	244 162
2004									
I	226 510	.	14 507	241 017	1 245	102	2 325	3 672	244 688
II	228 867	.	16 623	245 490	1 213	128	2 032	3 373	248 863
III	223 977	.	14 330	238 307	562	99	1 966	2 627	240 934
IV	223 288	.	15 293	238 581	352	99	2 071	2 522	241 103
2005									
I	224 320	.	14 052	238 371	338	103	2 234	2 675	241 046
II	223 160	.	15 362	238 522	331	91	1 913	2 336	240 858
III	215 024	.	13 157	228 181	307	74	1 833	2 214	230 395
IV	217 212	.	15 259	232 471	296	119	1 831	2 245	234 716
2006									
I	218 669	.	18 102	236 771	298	136	2 135	2 569	239 340
II	216 990	.	21 510	238 500	293	121	1 780	2 194	240 694
III	219 299	.	19 679	238 977	284	98	1 723	2 104	241 081
IV	231 170	.	17 770	248 940	294	114	1 799	2 206	251 146
2007 P									
I	234 110	.	17 621	251 731	294	122	2 125	2 541	254 272
II	220 581	.	17 218	237 799	260	120	1 627	2 006	239 806
III	214 165	.	16 703	230 868	260	114	1 679	2 053	232 922
IV	217 916	.	16 101	234 017	266	154	1 562	1 982	235 999
2008 P									
I	232 283	.	12 392	244 675	0	156	2 010	2 166	246 841

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-10
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Sociétés

Année	Sociétés								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236479 v20863086	v236480 v20863087	v236481 v20863088	v236478 v20863085	v236483 v20863090	v236484 v20863091	v236485 v20863092	v236482 v20863089	v236477 v20863084
millions de dollars									
1995									
I	73 951	32 033	3 658	109 641	40 388	126 735	14 346	181 469	291 110
II	75 640	33 482	3 401	112 524	41 438	115 976	14 200	171 614	284 137
III	77 272	35 022	2 080	114 373	41 588	103 407	14 686	159 681	274 054
IV	81 845	37 092	3 041	121 978	45 142	108 854	14 447	168 443	290 422
1996									
I	83 467	39 527	3 768	126 763	45 614	106 409	14 412	166 435	293 197
II	86 830	43 520	3 167	133 517	49 031	108 636	14 700	172 367	305 884
III	87 686	44 871	3 733	136 290	48 707	107 971	13 804	170 481	306 771
IV	89 954	47 301	4 371	141 627	48 047	126 668	13 801	188 517	330 144
1997									
I	92 891	47 111	5 401	145 403	51 670	145 709	14 876	212 255	357 658
II	95 546	47 651	4 768	147 966	56 038	147 272	15 439	218 748	366 714
III	97 511	49 494	5 493	152 498	55 770	137 738	15 383	208 891	361 389
IV	107 450	51 402	7 906	166 758	49 611	165 237	15 020	229 868	396 626
1998									
I	109 695	54 376	9 054	173 126	50 135	171 165	15 059	236 358	409 484
II	120 492	57 229	7 870	185 591	55 340	164 505	15 829	235 674	421 265
III	130 579	61 297	7 312	199 188	57 124	170 688	15 882	243 693	442 881
IV	134 366	64 344	8 152	206 861	53 145	180 611	15 555	249 311	456 172
1999									
I	137 256	63 793	6 595	207 644	53 473	162 259	17 304	233 035	440 679
II	137 825	66 587	5 179	209 591	52 188	140 937	17 722	210 846	420 437
III	139 564	68 250	3 771	211 586	54 190	144 794	17 688	216 672	428 258
IV	134 341	69 070	4 038	207 450	54 763	144 519	17 466	216 747	424 197
2000									
I	135 196	78 268	5 140	218 604	55 545	142 064	18 456	216 065	434 669
II	135 534	83 456	4 146	223 136	57 130	148 101	18 634	223 864	447 000
III	138 893	87 893	3 583	230 369	58 220	144 480	18 921	221 621	451 990
IV	136 702	87 116	5 219	229 037	58 716	147 684	18 329	224 729	453 766
2001									
I	151 508	87 696	3 089	242 294	54 185	166 731	18 407	239 323	481 617
II	155 541	78 319	3 722	237 583	56 340	154 009	19 094	229 443	467 026
III	167 587	77 968	3 611	249 167	61 137	172 620	19 058	252 816	501 982
IV	194 227	77 487	3 632	275 346	54 242	180 982	18 819	254 043	529 389
2002									
I	200 574	76 929	4 633	282 136	56 532	188 626	19 328	264 487	546 623
II	196 340	79 775	4 172	280 288	51 869	183 563	19 065	254 497	534 785
III	205 782	78 872	4 244	288 898	56 051	196 415	19 304	271 771	560 669
IV	199 532	80 617	5 253	285 403	56 965	194 859	19 483	271 307	556 709
2003									
I	185 063	80 185	5 274	270 522	54 274	204 034	19 500	277 807	548 330
II	170 731	81 236	4 413	256 380	51 172	169 884	19 089	240 145	496 524
III	174 038	83 081	3 723	260 843	50 374	177 965	19 224	247 563	508 406
IV	177 347	84 712	4 467	266 526	51 203	183 045	19 225	253 474	520 000
2004									
I	183 933	86 815	4 337	275 085	52 517	174 484	20 287	247 289	522 374
II	190 690	95 051	4 228	289 969	54 181	191 240	20 336	265 756	555 725
III	183 206	97 631	3 781	284 617	44 827	185 508	19 885	250 220	534 838
IV	178 948	100 042	4 327	283 317	43 797	175 879	19 669	239 345	522 662
2005									
I	179 279	100 264	4 577	284 120	53 134	175 139	20 047	248 321	532 441
II	181 087	96 519	4 348	281 954	54 471	181 138	20 872	256 480	538 434
III	172 563	96 502	4 529	273 595	48 062	198 728	21 337	268 127	541 722
IV	166 939	93 540	5 524	266 003	42 416	200 906	19 967	263 289	529 292
2006									
I	166 607	100 056	4 766	271 430	44 409	213 562	20 105	278 076	549 506
II	159 724	107 165	5 549	272 439	47 548	234 450	20 031	302 029	574 468
III	161 952	110 597	6 252	278 800	52 701	235 594	19 996	308 291	587 092
IV	176 885	96 994	6 745	280 623	52 306	226 668	20 669	299 644	580 267
2007 P									
I	178 918	96 804	6 109	281 831	55 396	246 889	23 228	325 514	607 345
II	170 061	96 485	6 872	273 418	54 760	251 548	23 954	330 262	603 680
III	162 650	93 351	5 680	261 681	48 656	239 069	24 825	312 551	574 232
IV	164 165	82 658	5 898	252 721	52 705	243 371	23 745	319 822	572 543
2008 P									
I	171 827	84 045	6 350	262 221	53 724	269 032	23 687	346 443	608 664

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-11
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v21113622 v21113614	v21113623 v21113615	v21113624 v21113616	v21113621 v21113613	v21113626 v21113618	v21113627 v21113619	v21113628 v21113620	v21113625 v21113617	v236441 v20863025
millions de dollars									
1995									
I	326 829	32 033	53 579	412 440	45 261	127 597	18 233	190 229	602 669
II	332 238	33 482	49 871	415 591	46 285	116 577	17 942	180 204	595 794
III	335 526	35 022	48 975	419 523	45 590	104 128	18 246	167 243	586 766
IV	341 698	37 092	44 113	422 903	48 812	109 308	18 266	176 386	599 289
1996									
I	340 011	39 527	51 435	430 973	49 149	106 679	18 070	173 628	604 601
II	346 663	43 520	43 896	434 079	52 170	108 866	18 297	179 103	613 182
III	347 276	44 871	44 130	436 277	51 799	108 147	17 275	177 045	613 322
IV	357 852	47 301	38 134	443 287	51 045	126 836	17 207	195 088	638 375
1997									
I	356 115	47 111	41 823	445 050	54 424	145 910	18 300	218 433	663 483
II	361 048	47 651	35 422	444 121	58 493	147 387	18 832	224 596	668 717
III	366 190	49 494	35 325	451 009	58 046	137 869	18 738	214 522	665 530
IV	367 898	51 402	40 501	459 801	51 676	165 357	18 596	235 629	695 430
1998									
I	369 934	54 376	40 783	465 093	52 141	171 279	18 474	241 780	706 873
II	380 833	57 229	36 741	474 803	57 129	164 642	19 117	240 750	715 553
III	394 433	61 297	39 522	495 252	59 037	170 785	19 086	248 811	744 063
IV	405 772	64 344	41 269	511 384	55 402	180 685	19 148	255 235	766 619
1999									
I	397 012	63 793	35 515	496 320	55 586	162 326	20 669	238 514	734 835
II	392 132	66 587	30 965	489 683	54 194	141 074	21 081	216 211	705 895
III	394 530	68 250	28 461	491 242	56 464	144 856	20 815	222 073	713 315
IV	389 392	69 070	27 675	486 138	57 002	144 757	20 564	222 085	708 223
2000									
I	380 581	78 268	30 712	489 561	57 769	142 153	21 565	221 486	711 048
II	379 786	83 456	28 445	491 687	59 338	148 264	21 592	229 194	720 881
III	377 228	87 893	24 987	490 107	60 281	144 559	21 818	226 658	716 766
IV	372 440	87 116	27 961	487 517	60 675	147 751	21 356	229 781	717 299
2001									
I	391 270	87 696	23 251	502 217	56 062	166 824	21 644	244 530	746 747
II	386 215	78 319	23 197	487 732	58 157	154 115	21 972	234 245	721 977
III	402 756	77 968	19 470	500 194	63 119	172 674	22 153	257 947	758 141
IV	427 228	77 487	21 463	526 178	56 035	181 055	21 716	258 806	784 984
2002									
I	433 788	76 929	25 058	535 775	58 167	188 690	22 267	269 123	804 898
II	424 127	79 775	23 878	527 779	53 593	183 677	21 886	259 156	786 935
III	444 419	78 872	22 803	546 094	57 824	196 493	22 064	276 381	822 475
IV	449 072	80 617	25 285	554 975	58 772	195 036	22 275	276 082	831 057
2003									
I	432 151	80 185	23 180	535 516	55 754	204 091	22 014	281 860	817 376
II	412 974	81 236	22 665	516 874	52 511	169 988	21 432	243 932	760 806
III	402 915	83 081	20 725	506 721	51 573	178 043	21 527	251 143	757 864
IV	401 050	84 712	21 388	507 150	52 398	183 125	21 489	257 012	764 162
2004									
I	410 444	86 815	18 843	516 102	53 762	174 586	22 612	250 960	767 063
II	419 556	95 051	20 852	535 459	55 394	191 368	22 368	269 130	804 589
III	407 183	97 631	18 111	522 925	45 389	185 607	21 851	252 847	775 772
IV	402 236	100 042	19 621	521 898	44 149	175 978	21 740	241 867	763 765
2005									
I	403 599	100 264	18 628	522 492	53 472	175 242	22 281	250 995	773 487
II	404 247	96 519	19 710	520 476	54 802	181 229	22 785	258 816	779 292
III	387 587	96 502	17 686	501 776	48 369	198 802	23 170	270 341	772 117
IV	384 150	93 540	20 783	498 473	42 711	201 025	21 798	265 534	764 007
2006									
I	385 276	100 056	22 868	508 201	44 707	213 699	22 240	280 645	788 846
II	376 714	107 165	27 059	510 939	47 841	234 571	21 811	304 223	815 162
III	381 250	110 597	25 931	517 778	52 985	235 692	21 719	310 396	828 173
IV	408 055	96 994	24 515	529 563	52 600	226 781	22 468	301 850	831 413
2007 P									
I	413 028	96 804	23 730	533 562	55 690	247 012	25 353	328 055	861 616
II	390 643	96 485	24 089	511 217	55 020	251 668	25 581	332 269	843 486
III	376 815	93 351	22 383	492 549	48 916	239 184	26 504	314 604	807 153
IV	382 080	82 658	21 999	486 738	52 971	243 525	25 307	321 804	808 542
2008 P									
I	404 109	84 045	18 742	506 896	53 724	269 189	25 697	348 609	855 505

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-1
Dettes extérieures brutes, position — Total, tous les secteurs

V No.	Total, tous les secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386544	v21386545	v21386546	v21386547	v21386548	v21386543	v21386550	v21386551	v21386552	v21386549	v21386553	v21386542	
	millions de dollars												
2002													
IV	25 285	33 758	195 036	7 126	2 507	263 712	449 072	25 014	12 641	486 727	73 966	824 406	
2003													
I	23 180	33 385	204 091	7 125	2 379	270 160	432 151	22 370	12 510	467 031	72 622	809 814	
II	22 665	31 941	169 988	6 684	2 164	233 442	412 974	20 570	12 585	446 129	75 734	755 304	
III	20 725	32 090	178 043	6 559	2 156	239 574	402 915	19 483	12 811	435 209	71 061	745 844	
IV	21 388	33 856	183 125	6 246	2 287	246 902	401 050	18 542	12 957	432 548	67 444	746 894	
2004													
I	18 843	32 185	174 586	6 530	2 346	234 490	410 444	21 577	13 736	445 757	67 963	748 210	
II	20 852	33 302	191 368	6 693	2 048	254 263	419 556	22 092	13 626	455 275	60 587	770 125	
III	18 111	25 700	185 607	6 254	1 965	237 637	407 183	19 689	13 632	440 504	63 776	741 917	
IV	19 621	23 076	175 978	6 189	1 748	226 611	402 236	21 073	13 803	437 112	65 095	728 818	
2005													
I	18 628	32 058	175 242	6 232	2 176	234 336	403 599	21 414	13 873	438 886	62 077	735 299	
II	19 710	33 539	181 229	6 656	2 194	243 327	404 247	21 263	13 936	439 446	61 416	744 189	
III	17 686	27 839	198 802	6 874	2 194	253 395	387 587	20 530	14 102	422 219	65 630	741 244	
IV	20 783	21 240	201 025	6 652	2 503	252 203	384 150	21 471	12 643	418 265	67 717	738 185	
2006													
I	22 868	23 642	213 699	6 914	2 813	269 936	385 276	21 065	12 513	418 853	70 663	759 452	
II	27 059	27 416	234 571	6 872	2 572	298 490	376 714	20 425	12 368	409 507	71 249	779 245	
III	25 931	31 713	235 692	6 679	2 520	302 535	381 250	21 272	12 519	415 042	73 479	791 056	
IV	24 515	31 473	226 781	7 140	2 654	292 563	408 055	21 127	12 674	441 856	74 433	808 852	
2007 P													
I	23 730	35 330	247 012	7 446	2 812	316 330	413 028	20 360	15 095	448 483	74 943	839 756	
II	24 089	35 351	251 668	7 387	2 621	321 116	390 643	19 669	15 573	425 885	73 130	820 131	
III	22 383	30 379	239 184	7 538	2 836	302 320	376 815	18 537	16 130	411 482	71 194	784 997	
IV	21 999	25 107	243 525	6 815	2 365	299 813	382 080	27 864	16 127	426 071	71 460	797 343	
2008 P													
I	18 742	25 685	269 189	7 087	2 736	323 438	404 109	28 039	15 874	448 023	19 940	791 401	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-2
Dettes extérieures brutes, position — Administrations publiques

V No.	Administrations publiques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386556	v21386557	v21386558	v21386559	v21386560	v21386555	v21386562	v21386563	v21386564	v21386561		v21386554
	millions de dollars											
2002												
IV	13 145	0	..	..	780	13 925	196 601	1 806	1 671	200 079	.	214 004
2003												
I	10 612	0	..	..	630	11 242	194 737	1 481	1 572	197 789	.	209 031
II	12 116	0	..	..	544	12 660	187 809	1 339	1 471	190 620	.	203 280
III	11 743	0	..	..	504	12 248	172 312	1 199	1 504	175 015	.	187 263
IV	11 995	0	..	..	485	12 479	166 093	1 195	1 502	168 789	.	181 269
2004												
I	9 879	0	..	..	674	10 553	164 867	1 245	1 513	167 624	.	178 177
II	10 425	0	..	..	381	10 806	165 529	1 213	1 524	168 267	.	179 073
III	8 278	0	..	..	377	8 655	160 435	562	1 444	162 441	.	171 096
IV	9 119	0	..	..	380	9 500	157 505	352	1 455	159 312	.	168 812
2005												
I	9 277	0	..	..	563	9 841	158 643	338	1 424	160 405	.	170 246
II	9 398	0	..	..	268	9 667	156 424	331	1 391	158 146	.	167 813
III	8 715	0	..	..	238	8 953	149 747	307	1 312	151 366	.	160 319
IV	10 383	0	..	..	252	10 636	148 832	296	1 299	150 427	.	161 062
2006												
I	14 099	0	..	..	540	14 639	148 597	298	1 310	150 205	.	164 844
II	15 194	0	..	..	256	15 450	145 313	293	1 287	146 892	.	162 342
III	14 309	0	..	..	181	14 490	142 715	284	1 283	144 283	.	158 772
IV	13 693	0	..	..	184	13 877	152 204	294	1 366	153 864	.	167 741
2007 P												
I	12 468	0	..	..	490	12 958	153 523	294	1 357	155 173	.	168 132
II	12 117	0	..	..	124	12 241	140 755	260	1 256	142 271	.	154 512
III	10 974	0	..	..	184	11 158	134 959	260	1 234	136 452	.	147 610
IV	11 345	0	..	..	110	11 455	132 210	266	1 231	133 707	.	145 162
2008 P												
I	9 129	0	..	..	414	9 543	141 671	0	1 317	142 989	.	152 531

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-3
Dettes extérieures brutes, position — Autorités monétaires

V No.	Autorités monétaires											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386567	v21386568	v21386569	v21386570	v21386571	v21386566	v21386573	v21386574	v21386575	v21386572		v21386565	
	millions de dollars												
2002													
IV	..	..	177	..	..	177	..	..	..	..	..	..	177
2003													
I	..	..	58	..	..	58	..	..	..	..	..	..	58
II	..	..	104	..	..	104	..	..	..	..	..	..	104
III	..	..	78	..	..	78	..	..	..	..	..	..	78
IV	..	..	80	..	..	80	..	..	..	..	..	..	80
2004													
I	..	..	102	..	..	102	..	..	..	..	..	..	102
II	..	..	128	..	..	128	..	..	..	..	..	..	128
III	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	..	..	99
IV	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	..	..	99
2005													
I	..	..	103	..	..	103	..	..	..	..	..	..	103
II	..	..	91	..	..	91	..	..	..	..	..	..	91
III	..	..	74	..	..	74	..	..	..	..	..	..	74
IV	..	..	119	..	..	119	..	..	..	..	..	..	119
2006													
I	..	..	136	..	..	136	..	..	..	..	..	..	136
II	..	..	121	..	..	121	..	..	..	..	..	..	121
III	..	..	98	..	..	98	..	..	..	..	..	..	98
IV	..	..	114	..	..	114	..	..	..	..	..	..	114
2007 P													
I	..	..	122	..	..	122	..	..	..	..	..	..	122
II	..	..	120	..	..	120	..	..	..	..	..	..	120
III	..	..	114	..	..	114	..	..	..	..	..	..	114
IV	..	..	154	..	..	154	..	..	..	..	..	..	154
2008 P													
I	..	..	156	..	..	156	..	..	..	..	..	..	156

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-4
Dettes extérieures brutes, position — Banques

V No.	Banques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386578	v21386579	v21386580	v21386581	v21386582	v21386577	v21386584	v21386585	v21386586	v21386583		v21386576
	millions de dollars											
2002												
IV	1 557	..	194 859	..	..	196 416	2 821	..	..	2 821	..	199 237
2003												
I	1 442	..	204 034	..	..	205 476	3 129	..	..	3 129	..	208 605
II	1 406	..	169 884	..	..	171 290	2 406	..	..	2 406	..	173 696
III	1 055	..	177 965	..	..	179 021	2 426	..	..	2 426	..	181 447
IV	1 796	..	183 045	..	..	184 841	2 379	..	..	2 379	..	187 220
2004												
I	2 511	..	174 484	..	..	176 995	2 399	..	..	2 399	..	179 395
II	2 011	..	191 240	..	..	193 251	2 455	..	..	2 455	..	195 706
III	1 612	..	185 508	..	..	187 120	2 334	..	..	2 334	..	189 454
IV	2 253	..	175 879	..	..	178 132	2 264	..	..	2 264	..	180 396
2005												
I	2 229	..	175 139	..	..	177 369	2 277	..	..	2 277	..	179 646
II	2 626	..	181 138	..	..	183 764	2 269	..	..	2 269	..	186 033
III	2 543	..	198 728	..	..	201 271	2 183	..	..	2 183	..	203 454
IV	3 316	..	200 906	..	..	204 222	2 298	..	..	2 298	..	206 520
2006												
I	3 283	..	213 562	..	..	216 845	2 334	..	..	2 334	..	219 179
II	3 354	..	234 450	..	..	237 804	2 369	..	..	2 369	..	240 173
III	3 548	..	235 594	..	..	239 142	2 238	..	..	2 238	..	241 380
IV	4 253	..	226 668	..	..	230 921	2 035	..	..	2 035	..	232 956
2007 P												
I	3 246	..	246 889	..	..	250 136	1 972	..	..	1 972	..	252 108
II	3 274	..	251 548	..	..	254 822	1 843	..	..	1 843	..	256 665
III	2 369	..	239 069	..	..	241 438	1 697	..	..	1 697	..	243 135
IV	2 715	..	243 371	..	..	246 087	1 744	..	..	1 744	..	247 830
2008 P												
I	2 783	..	269 032	..	..	271 815	1 785	..	..	1 785	..	273 601

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-5
Dettes extérieures brutes, position — Autres secteurs

V No.	Autres secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386589	v21386590	v21386591	v21386592	v21386593	v21386588	v21386595	v21386596	v21386597	v21386594	v21386598	v21386587	
	millions de dollars												
2002													
IV	10 583	33 758	..	7 126	1 727	53 194	249 651	23 208	10 970	283 828	73 966	410 988	
2003													
I	11 126	33 385	..	7 125	1 749	53 384	234 285	20 889	10 939	266 113	72 622	392 120	
II	9 143	31 941	..	6 684	1 620	49 387	222 759	19 231	11 113	253 103	75 734	378 224	
III	7 926	32 090	..	6 559	1 652	48 228	228 177	18 284	11 307	257 768	71 061	377 057	
IV	7 597	33 856	..	6 246	1 802	49 501	232 579	17 347	11 455	261 380	67 444	378 326	
2004													
I	6 454	32 185	..	6 530	1 672	46 840	243 177	20 332	12 224	275 733	67 963	390 536	
II	8 416	33 302	..	6 693	1 667	50 078	251 572	20 879	12 102	284 553	60 587	395 218	
III	8 221	25 700	..	6 254	1 588	41 764	244 414	19 127	12 188	275 729	63 776	381 269	
IV	8 248	23 076	..	6 189	1 367	38 880	242 467	20 721	12 348	275 536	65 095	379 511	
2005													
I	7 121	32 058	..	6 232	1 613	47 024	242 679	21 076	12 449	276 203	62 077	385 304	
II	7 686	33 539	..	6 656	1 925	49 806	245 554	20 931	12 545	279 031	61 416	390 252	
III	6 428	27 839	..	6 874	1 956	43 098	235 658	20 223	12 790	268 671	65 630	377 398	
IV	7 083	21 240	..	6 652	2 251	37 226	233 020	21 176	11 344	265 540	67 717	370 483	
2006													
I	5 486	23 642	..	6 914	2 273	38 315	234 345	20 767	11 202	266 314	70 663	375 292	
II	8 511	27 416	..	6 872	2 317	45 115	229 032	20 132	11 081	260 245	71 249	376 609	
III	8 074	31 713	..	6 679	2 339	48 805	236 297	20 988	11 236	268 522	73 479	390 806	
IV	6 569	31 473	..	7 140	2 470	47 652	253 816	20 833	11 308	285 957	74 433	408 042	
2007 P													
I	8 016	35 330	..	7 446	2 321	53 114	257 533	20 066	13 738	291 337	74 943	419 394	
II	8 698	35 351	..	7 387	2 497	53 933	248 045	19 409	14 317	281 771	73 130	408 834	
III	9 040	30 379	..	7 538	2 652	49 609	240 160	18 277	14 896	273 333	71 194	394 137	
IV	7 939	25 107	..	6 815	2 256	42 117	248 127	27 598	14 895	290 620	71 460	404 197	
2008 P													
I	6 830	25 685	..	7 087	2 322	41 924	260 653	28 039	14 557	303 249	19 940	365 113	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-1 – suite

Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs		
						Prêts ²	Provisions ³					
millions de dollars												
2007 p												
I	227 232	85 413	110 094	7 983	203 490	43 578	0	58 022	16 211	27 406	145 217	575 939
II	208 444	87 246	102 544	7 510	197 300	39 424	0	58 166	15 079	26 297	138 965	544 710
III	191 854	78 692	96 501	4 580	179 773	40 275	0	62 496	13 630	24 397	140 797	512 425
IV	226 147	74 935	98 988	4 004	177 928	42 293	0	64 408	13 648	24 960	145 310	549 385
2008 p												
I	242 523	78 386	103 281	5 619	187 287	47 523	0	74 876	14 160	25 772	162 331	592 140

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-2 – suite

Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total du passif		
	Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Emprunts ³		Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total			
millions de dollars											
2007 P											
I	270 867	223 468	86 745	15 040	325 252	31 645	124 329	12 872	168 846	764 965	-189 026
II	274 034	208 781	87 882	15 125	311 789	28 479	133 486	13 244	175 210	761 032	-216 322
III	274 973	199 716	84 220	15 441	299 377	25 833	123 286	13 974	163 093	737 442	-225 018
IV	288 631	200 496	74 006	15 222	289 724	21 458	128 220	12 872	162 550	740 905	-191 520
2008 P											
I	293 717	208 720	76 998	12 336	298 054	22 010	151 738	12 970	186 718	778 488	-186 348

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-1 – suite

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs	Total	
						Prêts ²	Provisions ³					
millions de dollars												
2007 ^p												
I	313 345	55 460	120 233	12 145	187 837	34 396	0	78 173	29 296	17 064	158 929	660 111
II	308 924	60 822	112 239	12 265	185 325	34 003	0	82 545	27 455	17 215	161 217	655 466
III	311 955	60 780	109 589	4 416	174 785	37 678	0	87 881	27 257	15 617	168 433	655 173
IV	288 393	61 766	111 076	3 507	176 349	33 829	0	92 482	26 944	16 999	170 255	634 997
2008 ^p												
I	308 894	66 107	124 136	2 019	192 263	37 584	0	101 708	29 429	18 867	187 588	688 745

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-2 – suite

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total du passif		
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien		Emprunts	Dépôts	Autres passifs			
millions de dollars											
2007 P											
I	178 267	189 560	10 059	8 690	208 309	24 045	122 683	12 481	159 209	545 786	114 325
II	192 453	181 862	8 603	8 964	199 428	26 541	118 182	12 337	157 059	548 941	106 526
III	199 625	177 099	9 131	6 942	193 173	23 083	115 898	12 530	151 511	544 308	110 864
IV	212 219	181 584	8 652	6 778	197 014	31 513	115 305	12 435	159 254	568 487	66 510
2008 P											
I	216 864	195 390	7 047	6 406	208 842	31 714	117 450	12 727	161 892	587 598	101 147

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-1

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total			
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger		Prêts et provisions	Dépôts	Réserves officielles internationales		Autres actifs		
V No.	v235450	v235452	v235453	v30615499	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449
millions de dollars												
1995	16 412	3 526	5 752	..	9 278	3 734	-136	12 187	3	2 170	17 959	43 649
1996	17 825	3 312	8 385	..	11 697	6 047	-143	18 589	4	2 017	26 514	56 036
1997	22 722	910	12 680	..	13 590	9 131	-83	19 230	5	2 052	30 336	66 648
1998	24 956	1 204	14 641	..	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485
1999	25 686	1 461	16 691	..	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266
2000	35 170	1 301	19 209	..	20 510	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 343
2001	39 682	1 910	22 239	..	24 148	9 108	-10	26 593	6	2 549	38 245	102 075
2002	40 749	1 824	24 948	226	26 998	10 698	-7	25 518	8	1 392	37 609	105 356
2003	43 902	1 786	24 237	2 092	28 115	7 182	..	23 066	6	1 229	31 483	103 500
2004	44 358	2 006	25 430	4 714	32 150	3 753	0	27 039	4	845	31 641	108 149
2005	47 691	3 600	23 837	6 110	33 547	7 312	0	30 499	3	1 002	38 816	120 054
2006	58 000	5 956	26 292	7 906	40 153	9 637	0	33 427	0	585	43 649	141 802
2007 P	54 600	8 049	23 661	1 389	33 099	11 818	0	35 409	0	787	48 013	135 712

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-2
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466
	millions de dollars										
1995	14 097	33 598	597	9 778	43 973	7 590	20 154	276	28 020	86 090	-42 441
1996	14 292	35 118	710	4 819	40 646	8 449	20 389	202	29 040	83 977	-27 942
1997	15 748	34 888	790	4 072	39 749	9 024	28 035	205	37 263	92 761	-26 113
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213
2000	23 955	39 033	2 275	3 220	44 527	14 320	30 174	218	44 712	113 194	-33 851
2001	26 913	44 595	2 423	2 785	49 803	11 610	42 965	231	54 806	131 522	-29 447
2002	27 552	51 086	2 433	5 989	59 509	16 468	39 991	222	56 682	143 743	-38 387
2003	26 002	51 729	1 805	3 850	57 384	16 744	39 438	242	56 424	139 810	-36 310
2004	25 318	55 443	2 237	3 814	61 493	10 683	40 232	250	51 165	137 976	-29 826
2005	29 480	55 774	1 700	3 971	61 445	10 647	47 053	206	57 907	148 831	-28 777
2006	39 828	64 960	1 959	3 100	70 018	9 605	61 192	174	70 971	180 817	-39 015
2007 P	54 760	65 186	1 706	1 398	68 290	17 015	49 354	190	66 558	189 608	-53 896

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-1
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total de l'actif		
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales		Autres actifs	Total
V No.	v235516	v235518	v235519	v30615502	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515
	millions de dollars											
1995	2 739	1 064	4 617	..	5 681	247	0	1 730	0	737	2 713	11 133
1996	2 676	2 368	5 309	..	7 677	160	0	820	0	390	1 369	11 722
1997	2 985	430	6 266	..	6 697	146	0	1 535	0	466	2 147	11 828
1998	3 268	467	8 166	..	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353
1999	3 853	642	16 104	..	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370
2000	5 613	334	13 129	..	13 463	764	0	289	0	1 123	2 176	21 253
2001	7 026	713	14 133	..	14 847	920	0	2 574	0	989	4 483	26 355
2002	9 708	382	13 645	0	14 027	375	0	3 379	0	742	4 495	28 230
2003	8 444	659	14 602	0	15 261	285	..	789	0	849	1 923	25 628
2004	8 367	1 154	15 998	0	17 152	210	..	957	0	351	1 519	27 037
2005	6 433	1 509	15 000	0	16 509	125	..	1 027	0	537	1 689	24 631
2006	3 986	1 563	21 300	0	22 863	120	..	1 335	0	482	1 937	28 786
2007 P	3 574	2 176	20 168	0	22 344	71	..	1 209	0	563	1 843	27 762

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-2
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532
	millions de dollars										
1995	6 987	44 464	108	10	44 582	6 555	849	878	8 283	59 852	-48 719
1996	7 873	46 160	107	651	46 918	6 275	1 299	676	8 250	63 040	-51 318
1997	7 990	45 366	108	124	45 598	5 025	1 336	502	6 862	60 450	-48 622
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902
2000	8 041	35 892	36	198	36 126	4 452	1 074	537	6 063	50 231	-28 978
2001	7 864	34 269	23	23	34 315	3 942	2 399	525	6 866	49 046	-22 691
2002	9 305	31 937	37	32	32 005	3 761	1 733	528	6 022	47 333	-19 103
2003	9 892	31 444	38	44	31 526	2 758	397	596	3 751	45 169	-19 541
2004	9 939	25 938	186	20	26 144	1 551	326	657	2 535	38 618	-11 581
2005	10 495	26 200	79	25	26 303	1 536	373	541	2 450	39 247	-14 616
2006	12 944	28 358	38	30	28 426	1 507	1 263	589	3 359	44 730	-15 944
2007 P	13 410	30 486	19	26	30 530	1 525	1 893	598	4 017	47 958	-20 196

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total		
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions	Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs		Total	
V No.	v235494	v235496	v235497	v30615501	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars											
1995	18 106	1 170	4 015	..	5 185	1 571	-22	6 262	814	2 624	11 249	34 541
1996	19 192	1 137	5 446	..	6 583	1 611	-20	8 680	1 216	2 475	13 962	39 737
1997	22 416	2 248	15 550	..	17 798	2 182	-11	8 359	766	2 255	13 552	53 766
1998	29 149	3 484	21 255	..	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	..	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 998	5 050	31 205	..	36 255	2 844	-4	7 525	6 991	2 157	19 514	95 767
2001	42 783	4 598	32 815	..	37 413	1 546	-7	8 784	6 116	2 546	18 984	99 181
2002	49 515	4 971	35 594	113	40 678	1 158	-6	5 837	5 109	2 418	14 517	104 710
2003	63 251	5 434	35 141	106	40 680	791	..	8 696	1 676	2 670	13 834	117 765
2004	77 017	7 363	35 134	285	42 782	3 278	0	9 043	1 038	2 529	15 887	135 686
2005	68 639	10 675	31 390	1 573	43 637	2 591	0	14 355	1 109	1 722	19 777	132 053
2006	71 424	21 283	37 491	3 220	61 993	3 795	0	14 251	963	1 650	20 659	154 076
2007 P	68 168	30 044	35 559	2 056	67 658	2 935	0	19 727	749	1 832	25 243	161 070

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
millions de dollars											
1995	21 778	50 012	521	1 819	52 353	4 839	7 309	944	13 092	87 223	-52 683
1996	24 406	49 211	569	1 922	51 702	4 289	6 230	1 029	11 547	87 655	-47 918
1997	25 508	48 051	607	3 628	52 286	4 225	4 964	970	10 160	87 954	-34 188
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	72 008	48 504	444	1 544	50 492	3 154	5 469	1 093	9 717	132 216	-36 449
2001	65 144	52 023	523	1 198	53 745	1 431	6 939	1 057	9 427	126 316	-29 135
2002	66 687	55 082	525	343	55 951	804	8 009	1 096	9 909	132 547	-27 837
2003	76 156	53 666	1 514	238	55 418	519	5 409	1 106	7 034	138 608	-20 844
2004	74 962	53 050	1 502	267	54 819	1 657	7 148	1 159	9 964	139 745	-4 060
2005	73 282	51 098	1 425	1 048	53 571	1 921	11 824	980	14 725	141 578	-9 525
2006	69 363	50 913	1 930	444	53 287	1 693	5 709	1 117	8 519	131 169	22 908
2007 P	84 307	44 192	1 925	494	46 611	4 414	6 580	1 166	12 160	143 078	17 991

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs			Total
V No.	v235538	v235540	v235541	v30615503	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
millions de dollars												
1995	7 166	172	1 986	..	2 158	1 296	0	3 370	1	2 174	6 841	16 165
1996	8 392	124	2 412	..	2 536	1 359	0	3 461	2	2 254	7 077	18 004
1997	9 284	1 702	6 454	..	8 156	1 949	0	3 847	1	1 961	7 757	25 197
1998	11 579	2 493	6 939	..	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	..	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 600	1 749	9 004	..	10 753	3 256	0	4 638	2	2 109	10 005	38 358
2001	26 449	2 134	10 972	..	13 106	5 847	0	4 469	1	1 954	12 270	51 826
2002	31 077	2 292	13 446	155	15 893	8 491	0	4 831	1	1 488	14 812	61 781
2003	28 986	2 302	12 477	218	14 996	9 427	..	4 575	4	1 382	15 388	59 371
2004	21 089	4 049	12 041	42	16 131	7 199	0	5 561	1	710	13 471	50 692
2005	20 954	5 617	10 961	72	16 649	3 881	0	5 907	0	1 649	11 436	49 039
2006	22 806	7 840	12 882	127	20 850	4 503	0	6 378	0	700	11 581	55 236
2007 P	25 967	10 899	12 604	57	23 561	4 330	0	9 415	0	1 407	15 152	64 680

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1995	5 827	38 454	275	4 101	42 829	847	6 816	1 006	8 670	57 327	-41 162
1996	6 748	33 558	796	2 495	36 849	739	6 343	1 000	8 082	51 680	-33 676
1997	8 860	30 564	692	3 414	34 670	1 186	8 058	998	10 242	53 773	-28 575
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 280	26 782	2 246	1 771	30 800	905	4 461	739	6 105	50 184	-11 826
2001	11 039	23 892	2 341	915	27 148	535	5 302	919	6 756	44 943	6 882
2002	11 337	22 693	2 278	388	25 359	170	6 258	874	7 302	43 999	17 783
2003	11 735	18 336	2 231	391	20 958	3 135	4 255	800	8 191	40 884	18 486
2004	12 526	15 931	2 208	462	18 601	1 792	3 847	818	6 458	37 585	13 107
2005	16 839	13 960	1 746	454	16 160	699	4 454	1 126	6 279	39 277	9 762
2006	19 397	14 196	1 881	486	16 563	105	7 811	1 090	9 006	44 967	10 270
2007 P	22 859	12 177	1 467	453	14 097	816	8 128	1 047	9 991	46 948	17 732

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total		
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions	Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs		Total	
V No.	v235560	v235562	v235563	v30615504	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559
	millions de dollars											
1995	32 251	1 683	6 523	..	8 206	22 150	-11 248	22 100	5 057	33 382	71 440	111 897
1996	39 215	1 788	9 123	..	10 911	22 553	-10 773	23 202	5 478	25 561	66 020	116 146
1997	50 493	4 506	8 307	..	12 813	29 815	-9 910	31 145	6 560	30 193	87 803	151 109
1998	60 691	4 642	8 048	..	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459
1999	68 651	5 855	10 291	..	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212
2000	80 182	5 666	10 311	..	15 977	27 154	-10 873	22 768	17 078	33 509	89 636	185 796
2001	94 832	5 702	12 358	..	18 060	25 732	-11 805	23 463	24 415	32 748	94 553	207 445
2002	104 455	6 143	10 666	1 464	18 274	22 906	-11 905	19 006	30 628	30 408	91 043	213 771
2003	98 028	3 416	13 345	1 428	18 189	11 588	..	19 737	30 951	24 285	86 560	202 777
2004	99 256	3 939	15 019	510	19 468	10 167	0	12 554	26 308	13 695	62 724	181 448
2005	108 825	4 934	17 258	0	22 192	9 844	0	13 615	23 378	15 106	61 943	192 960
2006	143 348	7 745	21 023	58	28 826	12 121	0	25 076	27 626	14 190	79 013	251 187
2007 P	136 084	10 598	19 085	4	29 687	14 676	0	26 722	26 195	12 411	80 004	245 775

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1995	6 529	28 667	778	10 165	39 609	11 232	30 496	8 060	49 788	95 926	15 972
1996	6 865	27 993	828	7 567	36 389	11 673	32 814	7 890	52 377	95 630	20 516
1997	7 193	29 156	945	5 115	35 216	12 181	40 479	8 331	60 990	103 398	47 711
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 181	27 509	2 123	4 131	33 763	15 348	33 751	8 852	57 951	99 896	85 900
2001	9 542	23 576	2 123	2 961	28 660	15 434	33 584	8 772	57 790	95 992	111 453
2002	10 371	23 341	2 031	3 205	28 578	15 055	33 731	9 012	57 799	96 747	117 024
2003	11 842	21 179	2 063	3 481	26 723	14 631	27 635	8 755	51 021	89 587	113 191
2004	13 377	24 839	2 951	2 923	30 714	10 339	26 682	8 941	45 963	90 053	91 395
2005	16 669	27 573	3 084	3 410	34 067	7 550	26 655	8 249	42 453	93 189	99 771
2006	29 032	27 346	4 214	4 820	36 380	6 560	39 173	8 447	54 180	119 592	131 594
2007 P	36 883	29 544	3 534	4 407	37 485	7 743	49 350	9 434	66 527	140 895	104 879

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du **Bilan des investissements internationaux du Canada** ont été produites à partir de 1990. Des estimés supplémentaires à la valeur au marché pour les investissements de portefeuille en obligations et en actions sont également disponibles à partir de 1990. Au passif, les estimés à la valeur au marché des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire canadien sont disponibles à partir de 2002.

Du côté de l'actif, les estimés pour l'investissement de portefeuille dans les instruments en effets du marché monétaire étranger étaient disponibles à partir de 2002. Les effets du marché monétaire faisaient parti de la catégorie, autres investissements, avant cette date.

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les positions de fin d'exercice. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimées à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les bénéfices réinvestis.

Placements de portefeuille

L'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les positions annuelles à la valeur marchande en actions et obligations étrangères. Les positions à la valeur marchande sont converties aux valeurs comptables à l'aide de ratios de capitalisation pour dériver les estimés à la valeur comptable. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande, dans le cas des estimés à la valeur marchande. Les flux à la valeur marchande sont ajustés à la valeur comptable pour obtenir les positions trimestrielles à la valeur comptable. De plus, les estimés à la valeur marchande tiennent compte des fluctuations du prix des actifs.

On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les effets du marché monétaire canadien et étranger. Les positions sont calculées de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produites tous les trois mois. Le système permet de produire des positions à la fois à la valeur comptable et la valeur marchande.

Les positions trimestrielles à la valeur comptable des avoirs en actions canadiennes sont calculées à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ratio de capitalisation. Pour ce qui est de la valeur marchande des actions canadiennes, celle-ci est dérivée sur une base annuelle en convertissant les données repères à la valeur comptable à l'aide de ratios de capitalisation appliqués sur une base détaillée d'instruments. Les estimés trimestriels sont par la suite générés en tenant compte des flux à la valeur marchande et d'un indice de changement de prix.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs en réserves officielles internationales sont disponibles tous les mois. Les divers autres comptes sont basés sur les enquêtes annuelles et ajustées en positions trimestrielles à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du **Manuel de la balance des paiements(1993)** du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation « passif financier » ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

1. La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits, produit n° 67-506-XPF au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-XIF/free_f.htm
2. Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook, Washington, DC, Fonds monétaire international.
3. Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille, l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

En ce qui a trait aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché représente un défi important puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Dans le but d'améliorer les estimations canadiennes et pour contribuer aux efforts internationaux visant l'amélioration des estimations fondées sur la valeur marchande, le Canada a récemment présenté des estimations provisoires agrégées des investissements directs étrangers à la valeur marchande. Il est prévu que durant l'année qui vient, la méthodologie sera améliorée, des estimations remontant à plus loin seront compilées et des estimations trimestrielles des IDE seront produites.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération. Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché pour ce qui est de l'investissement direct, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

4. Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, (5^e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan net des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est-à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous « obligations » dans le bilan des investissements internationaux et sous « autres actifs ou autres passifs » dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

5. Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans « autres investissements » l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, « Application des normes internationales »), La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, on définit ainsi l'actif : Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶.

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷.

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

6. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale de 1993*, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6.

7. Ibid, alinéa 2.24, p. 20. [...]

8. Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société extérieure, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux⁹.

On constate l'inverse dans le **Systeme de comptabilité nationale (SCN) de 1993** où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

9. Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.

10. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

11. Ibid., alinéa 4.30, p. 96.

12. Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, décembre 1997, 1590.06.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2004, le taux de réponse était de 45 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 53 % en 2004. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions, obligations et instruments du marché monétaire (titres tant canadiens qu'étrangers). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans « autres investissements » jusqu'en 2001, puisque les statistiques canadiennes ne parvenaient pas à séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères auparavant.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête « bilans » annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication ***Bilan des investissements internationaux du Canada***. On calcule, en grande partie, les bilans (engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes en actions et obligations étrangères.

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien et étranger

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien et étranger. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête « bilan ».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2004, le taux de réponse était de 77 %. Cependant, cette enquête, à laquelle participe les investisseurs institutionnels majeurs au pays, n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2004, le taux de réponse était de 53 % pour les sociétés et de 82 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire (canadiens et étrangers), sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Avant 2003, des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allégement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques.

Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débetures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débetures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.). On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes et du compte des ressources générales du ministre des Finances. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- le passif à vue du gouvernement du Canada
- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;
- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'actif, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif), avant 2003, ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les **autres actifs**, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada sont utilisées pour dériver l'« actif reporté » des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexpliquées. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 100 % en 2004.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Renvois

Tableaux 1.1 à 1.3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. À partir de 2002, les positions du marché monétaire sont incluses, dans les actifs, sous les investissements de portefeuille. Avant 2002, ces positions étaient incluses avec les autres actifs sous les autres investissements.
3. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
4. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
5. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
6. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.
7. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

8. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
9. Avant 2002, la valeur marchande et la valeur comptable de ces investissements sont définies comme étant équivalentes.
10. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
11. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
12. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableau 2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 4

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

Tableaux 5, 6 et 7

1. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 9

1. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableau 10

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 11

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 12

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

Tableau 13

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableaux 14.1, 14.2 et 14.3

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Tableaux 15 et 16

1. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.

2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 17

1. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 19.1 à 19.11

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
3. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
4. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 21.1, 22.1, 23.1, 24.1, 25.1, 26.1 et 27.1

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
3. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
4. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
5. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableaux 21.2, 22.2, 23.2, 24.2, 25.2, 26.2 et 27.2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

3. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
4. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
5. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes auprès des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. L'actif financier comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Action participative

Type d'actions privilégiées donnant à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société émettrice et à tout excédent de l'actif en cas de liquidation. Les actions participatives sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Actions

Les actions comprennent les actions ordinaires et les actions privilégiées, qui représentent une part de la propriété de l'entreprise. Les actions comprennent également les certificats représentatifs d'actions étrangères, presque toutes les parts de fonds communs de placement et de fiducies de revenu ainsi que les bons de souscription d'actions. Les actions peuvent être traitées comme un investissement de portefeuille ou un investissement direct dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Autres actifs ou autres passifs

Les autres actifs ou autres passifs font partie de la catégorie fonctionnelle des autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux. Ils comprennent les créances autres que les prêts et les dépôts.

Autres investissements

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif uniquement) et les autres actifs ou autres passifs.

Avoirs de réserve

Créances sur des non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles sont utilisées aux fins de la politique monétaire d'un pays. Les avoirs de réserve sont inclus dans les autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Balance des paiements (BdP)

État statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'un pays réalisées avec le reste du monde.

Base entièrement consolidée

Base de déclaration pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada. On recense les données sur les investissements directs entrants et sortants des entités sur une base entièrement consolidée. Ainsi, par principe, les données de sondage portent sur toutes les filiales, les sociétés associées et les succursales détenues directement ou indirectement.

Bénéfices non répartis

Total cumulatif des bénéfices annuels retenus par une entreprise, après le paiement de toutes les dépenses et dividendes.

Bilan des investissements internationaux (BII)

Le BII est le bilan de l'actif et du passif financier d'un pays par rapport au reste du monde. Combiné aux opérations de la balance des paiements, le BII constitue un ensemble de comptes internationaux d'un pays.

Bilan net des investissements internationaux

Le bilan net des investissements internationaux est l'ensemble de l'actif externe moins l'ensemble du passif externe. Le bilan net présente la valeur de l'actif à l'étranger détenu par un pays par rapport au passif que ce pays doit aux non-résidents.

Centre d'intérêt économique

Fondement de la définition de la résidence des agents économiques pour la balance des paiements. La BdP enregistre la valeur des opérations entre les résidents et les non-résidents. On dit d'une personne ou d'une entité qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Compte financier

Compte principal de la balance des paiements qui comptabilise les opérations sur des instruments financiers représentant les activités de financement et d'investissement du Canada avec le reste du monde. Les opérations sont divisées en trois classes fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Conventions de rachat

Une convention de rachat est une entente par laquelle une entité cède des titres pour un prix convenu et s'engage à les racheter pour un prix et à une date convenus. Ces ententes sont habituellement à très court terme (le jour suivant), mais peuvent porter sur une période de un mois ou davantage. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts garantis par des titres et classées dans la catégorie autres investissements de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle une valeur mobilière (p. ex., une obligation) est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les dépôts bancaires, les billets de dépôt, les certificats de dépôt et toutes les autres créances représentant une preuve de dépôt, y compris la monnaie fiduciaire. Les dépôts, qui sont en grande partie associés aux banques canadiennes, sont traités comme autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui constitue un prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme un investissement direct, un investissement de portefeuille ou un autre investissement selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Dividendes

Bénéfices provenant des activités courantes, qui sont distribués aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative ou d'une société d'État. Cet élément de revenu est inclus dans le poste des investissements de portefeuille ou des investissements directs du compte courant.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments des avoirs de réserve créés par le FMI comme complément à d'autres éléments d'avoirs de réserve qui sont alloués périodiquement aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur quote-part. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations sur DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

L'effet du taux de change est la fluctuation, d'une période à une autre, de l'évaluation d'un élément d'actif ou de passif dans le bilan des investissements internationaux, qui est attribuable à la fluctuation du taux de change. Les instruments financiers libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à la fin de chaque période de référence en fonction des taux de change applicables.

Entités à vocation spéciale

Ces entités sont habituellement établies dans des pays autres que ceux où résident les sociétés mères, et où elles effectuent principalement des opérations internationales. Ces entités spécialisées sont définies en fonction de leur structure (p. ex., les sociétés de portefeuille) ou de leur objet (p. ex., ventes et administration). Dans la balance des paiements, ces entités sont traitées comme des entreprises d'investissement direct, sous réserve qu'elles satisfassent au critère de propriété de 10 %.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société, dans laquelle un investisseur direct, qui est résident d'un autre pays, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées, qui peuvent être des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur au marché, valeur à l'échéance, etc.) qui reflètent souvent les principes comptables applicables, les restrictions juridiques et la tradition, de même que des considérations théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède plus de 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Fonds commun de placement

Portefeuille de placements diversifié, placé au nom d'un groupe d'investisseurs et géré par des gestionnaires professionnels. Chaque investisseur détient un pourcentage de la valeur du fonds, représenté par le nombre de parts qu'il a acquis, et partageant ainsi tout gain ou perte réalisé par le fonds. Selon les objectifs du fonds, son actif peut comprendre des actions, des titres de créance ou d'autres instruments financiers.

Instruments du marché monétaire

Titres de créance négociables dotés d'une échéance initiale d'un an ou moins. Ils comprennent les bons du Trésor, les effets commerciaux et les effets des sociétés de financement, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques et d'autres effets à court terme. Les instruments du marché monétaire sont traités comme des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, des investissements de portefeuille ou d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon l'instrument et la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Instruments financiers dérivés

Les *instruments financiers dérivés* sont des instruments financiers liés à un instrument financier, un indicateur ou un produit de base particulier, par lesquels on peut négocier des risques financiers particuliers dans les marchés financiers. Leur valeur découle du prix de l'élément sous-jacent (c.-à-d., le prix de référence) et, contrairement aux titres de créance, aucun principal à être remboursé n'est avancé et aucun revenu de placements ne s'accumule. Les contrats à terme standardisés et de gré à gré, les options, les bons de souscription et les swaps constituent des exemples d'instruments financiers dérivés.

Intérêt

L'*intérêt* est la somme que le débiteur doit ou verse au créateur pendant une période donnée et qui ne réduit pas le montant du principal dû, selon les conditions de l'instrument financier convenues entre les deux parties.

Investissement de portefeuille

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays sous forme d'actions et de titres de créance d'un autre pays réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'exploitation ou la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une influence significative de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise.

Investisseurs institutionnels

Organisations qui achètent et vendent habituellement des valeurs mobilières en très grandes quantités. Les investisseurs institutionnels sont moins bien protégés par la réglementation, parce que l'on suppose qu'ils connaissent mieux le secteur et qu'ils sont en mesure de mieux se protéger eux-mêmes. Les plus grands investisseurs institutionnels canadiens sont les fonds de pension, les fonds communs de placement, les caisses en gestion distincte et les fonds collectifs ainsi que les fonds généraux des compagnies d'assurance.

Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM)

La *LDPM* est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. L'objet de la *Loi* est de recueillir des renseignements sur les finances et la propriété des sociétés exploitées au Canada, et d'utiliser ces renseignements pour évaluer l'étendue et l'incidence du *contrôle des non-résidents* sur l'économie canadienne. Un rapport annuel qui résume ces renseignements doit être présenté au Parlement. La *LDPM* était auparavant connue sous le nom de *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*.

Monétisation et démonétisation de l'or

La monétisation est l'acquisition par les autorités monétaires d'or-marchandise en vue d'augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation est la disposition par les autorités monétaires de l'or monétaire à des fins non monétaires. Bien que ces acquisitions ou ventes accroîtront ou décroîtront l'actif des réserves officielles d'un pays, les opérations ne sont pas comptabilisées dans l'actif de réserves de la BdP. Toutefois, lorsqu'une autorité monétaire d'un pays traite avec le secteur privé d'un autre pays pour acheter ou vendre de l'or, ces opérations sont enregistrées dans les statistiques commerciales des deux pays.

Non-résident

Une personne ou une entreprise est réputée non-résidente d'un pays si son centre d'activité économique est situé à l'extérieur de ce pays (voir aussi Résident).

Obligations coupons détachés ou obligations à coupon zéro

Habituellement, des obligations du gouvernement fédéral ou provincial de grande qualité émises initialement au porteur, desquelles une partie ou tous les coupons portant intérêt ont été détachés. Le principal de l'obligation et tout coupon restant (le résidu) sont alors négociés séparément des coupons détachés, les deux à un prix passablement inférieur à leur valeur au pair.

Obligations, débetures, billets

Titres de créance émis par des emprunteurs pour financer leurs activités. Ils sont vendus aux investisseurs moyennant la promesse qu'ils seront remboursés avec les intérêts à la fin d'une période donnée. Les obligations, débetures et billets peuvent être traitées comme des investissements directs ou des investissements de portefeuille dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Opération

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction[D1] [t2] d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les réévaluations diverses modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif des réserves internationales officielles de la catégorie des autres investissements. Il représente l'or que possèdent les autorités monétaires et qui est détenu comme actif financier. Les opérations de la BdP sont comptabilisées uniquement lorsque l'or monétaire fait l'objet d'une opération entre les autorités monétaires de divers pays ou entre les autorités monétaires et le Fonds monétaire international.

Or non monétaire

Dans le poste commerce de biens du compte courant, l'or non monétaire est traité comme tous les autres produits, c'est-à-dire qu'il est enregistré dans les importations et exportations d'un pays. Les échanges d'or effectués par les autorités monétaires de divers pays sont comptabilisés dans l'actif des réserves du compte financier.

Parts de fiducie de revenu

Les détenteurs de parts d'une fiducie de revenu reçoivent des distributions en espèces régulières d'une entité créée pour verser les flux de trésorerie générés par une entreprise. Les parts de fiducie de revenu sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Passif financier canadien

Regroupement de toutes les *créances financières des non-résidents* visant les résidents canadiens dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. Le passif financier canadien comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Position de réserve du fonds

Élément des avoirs de réserve qui renvoie à la somme des achats dans la tranche de réserve qu'un membre peut mobiliser et à tout endettement du Fonds monétaire international (FMI) facilement remboursable au membre.

Prêts

Créance qui constitue un prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans le cadre desquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Principe de débiteur/créancier

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers d'investissement direct : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de débiteur/créancier, les opérations découlant des changements dans les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et les opérations découlant des changements dans le passif financier sont attribuées au pays de résidence du créancier non résident, même si les sommes sont versées à un pays différent ou perçues d'un pays différent (voir aussi Principe de l'agent économique transacteur).

Principe de l'agent économique transacteur

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de l'agent économique transacteur, les opérations découlant des changements dans les créances et le passif sont attribuées au pays de résidence de la partie non-résidente de l'opération (le transacteur), même si ce n'est pas le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct ou de l'investisseur direct (voir aussi Principe de débiteur/créancier).

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les autres pays (y compris les organisations internationales).

Résident

On dit d'une personne ou d'une entreprise qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier renvoie au classement de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés dans l'une des catégories suivantes : le gouvernement du Canada, les entreprises fédérales, les administrations provinciales, les entreprises provinciales, les administrations municipales, les entreprises municipales ou les sociétés. Les émetteurs étrangers sont classés comme des gouvernements, des organisations internationales ou autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 100 % par une autre entité commerciale. Selon le degré de propriété, les sociétés affiliées sont classées comme des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Société associée

Entité commerciale détenue dans une proportion de 10 % à 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et qui est détenue par une autre entité commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période qui s'écoule entre la date à laquelle le titre est émis (terme initial jusqu'à échéance) ou en circulation (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle le titre est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les instruments du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou de portefeuille.

Titrisation

Regroupement d'éléments d'actif non négociés en vue d'émettre des titres standardisés garantis par ces éléments d'actif, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre est le montant que l'émetteur paiera au détenteur du titre à la date de rachat du titre. On fait souvent référence à la valeur au pair, à la valeur nominale ou à la valeur de rachat.

Valeur au marché

La valeur au marché est une autre méthode d'évaluation pour les statistiques du bilan des investissements internationaux. La valeur au marché des éléments de l'actif et du passif reflète les cours en vigueur au moment où le bilan est calculé.

Valeur comptable

Méthode d'évaluation de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres du détenteur de l'actif ou de l'émetteur du passif. La valeur comptable est une des méthodes qui sert à évaluer l'actif et le passif financiers canadiens dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui, au sens large, représente le prix réel (ou prix du marché) convenu par les agents économiques et qui sert habituellement à comptabiliser les opérations dans la balance des paiements. En l'absence d'un prix du marché, par exemple dans le cas de troc, des mesures de substitution doivent être estimées, généralement en tenant compte des prix du marché connus pour d'autres opérations équivalentes.

Appendice II

Tableaux de références

Tableau explicatif 1

Cours du change étranger - unité étrangère exprimée en monnaie canadienne

Période	Dollar É.-U.		Livre sterling	Euro	Franc suisse	Yen japonais
	Clôture	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi
V No.	v37432	v37426	v37430	v21570998	v37429	v37456
2006						
I	1,1680	1,1545	2,0243	1,3890	0,8909	0,0099
II	1,1162	1,1224	2,0492	1,4102	0,9018	0,0098
III	1,1177	1,1212	2,1008	1,4280	0,9053	0,0096
IV	1,1654	1,1393	2,1849	1,4706	0,9231	0,0097
2007						
I	1,1546	1,1716	2,2903	1,5354	0,9499	0,0098
II	1,0654	1,0981	2,1816	1,4809	0,8988	0,0091
III	0,9948	1,0446	2,1115	1,4367	0,8717	0,0089
IV	0,9913	0,9818	2,0067	1,4230	0,8574	0,0087
2008						
I	1,0265	1,0041	1,9863	1,5057	0,9417	0,0096
2007						
Janvier	1,1770	1,1759	2,3035	1,5275	0,9458	0,0098
Février	1,1698	1,1707	2,2927	1,5315	0,9448	0,0097
Mars	1,1546	1,1682	2,2748	1,5473	0,9592	0,0100
Avril	1,1101	1,1342	2,2557	1,5333	0,9359	0,0095
Mai	1,0696	1,0949	2,1731	1,4801	0,8967	0,0091
Juin	1,0654	1,0652	2,1161	1,4295	0,8639	0,0087
Juillet	1,0668	1,0503	2,1377	1,4417	0,8701	0,0087
Août	1,0562	1,0582	2,1270	1,4410	0,8793	0,0091
Septembre	0,9948	1,0254	2,0696	1,4273	0,8659	0,0089
Octobre	0,9447	0,9752	1,9941	1,3882	0,8306	0,0084
Novembre	1,0000	0,9671	2,0017	1,4202	0,8614	0,0087
Décembre	0,9913	1,0031	2,0242	1,4607	0,8803	0,0089
2008						
Janvier	1,0038	1,0111	1,9907	1,4877	0,9185	0,0094
Février	0,9844	0,9991	1,9619	1,4738	0,9168	0,0093
Mars	1,0265	1,0020	2,0063	1,5556	0,9897	0,0099
Avril	1,0072	1,0139	2,0089	1,5972	1,0001	0,0099
Mai	0,9930	0,9994	1,9653	1,5555	0,9577	0,0096

Tableau explicatif 2
Certains rendements du marché des capitaux, mensuel

Période	Cours des actions		Obligations (10 ans de rendement)			Bons du trésor (3 mois)		
	Indice composé Standard and Poor's (500), Toronto/Bourse de Poor's/Bourse de Toronto, dernier jour, 1975=1 000	Standard and Poor's (500), 1941-43=10	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel
V No.	v122620	v37425	v122543	v4429276	v122543-v4429276	v122531	v29850231	v122531-v29850231
	indice		taux					
2006								
Juin	11 612,9	1 270,2	4,63	5,25	-0,62	4,32	4,79	-0,47
Juillet	11 831,0	1 276,7	4,38	5,04	-0,66	4,15	4,95	-0,80
Août	12 073,8	1 303,8	4,12	4,76	-0,64	4,13	4,96	-0,83
Septembre	11 761,3	1 335,8	3,98	4,60	-0,62	4,15	4,81	-0,66
Octobre	12 344,6	1 377,9	4,17	4,78	-0,61	4,16	4,92	-0,76
Novembre	12 752,4	1 400,6	3,94	4,52	-0,58	4,18	4,94	-0,76
Décembre	12 908,4	1 418,3	4,05	4,66	-0,61	4,16	4,85	-0,69
2007								
Janvier	13 034,1	1 438,2	4,17	4,83	-0,66	4,17	4,98	-0,81
Février	13 045,0	1 406,8	4,03	4,56	-0,53	4,19	5,03	-0,84
Mars	13 165,5	1 420,9	4,10	4,62	-0,52	4,16	4,94	-0,78
Avril	13 416,7	1 482,4	4,15	4,66	-0,51	4,16	4,87	-0,71
Mai	14 056,8	1 530,6	4,48	4,88	-0,40	4,29	4,73	-0,44
Juin	13 906,6	1 503,4	4,62	5,09	-0,47	4,42	4,61	-0,19
Juillet	13 868,6	1 455,3	4,58	4,92	-0,34	4,57	4,82	-0,25
Août	13 660,5	1 474,0	4,38	4,57	-0,19	3,83	4,20	-0,37
Septembre	14 098,9	1 526,8	4,41	4,63	-0,22	3,97	3,89	0,08
Octobre	14 625,0	1 549,4	4,31	4,48	-0,17	3,96	3,90	0,06
Novembre	13 689,1	1 481,1	4,07	4,03	0,04	3,91	3,27	0,64
Décembre	13 833,1	1 468,4	4,09	4,30	-0,21	3,86	3,00	0,86
2008								
Janvier	13 155,1	1 378,6	3,88	3,78	0,10	3,41	2,75	0,66
Février	13 582,7	1 330,6	3,81	3,85	-0,04	3,24	2,12	1,12
Mars	13 350,1	1 322,7	3,46	3,51	-0,05	1,72	1,26	0,46
Avril	13 937,0	1 385,6	3,58	3,77	-0,19	2,68	1,29	1,39
Mai	14 714,7	1 400,4	3,68	4,03	-0,35	2,68	..	..